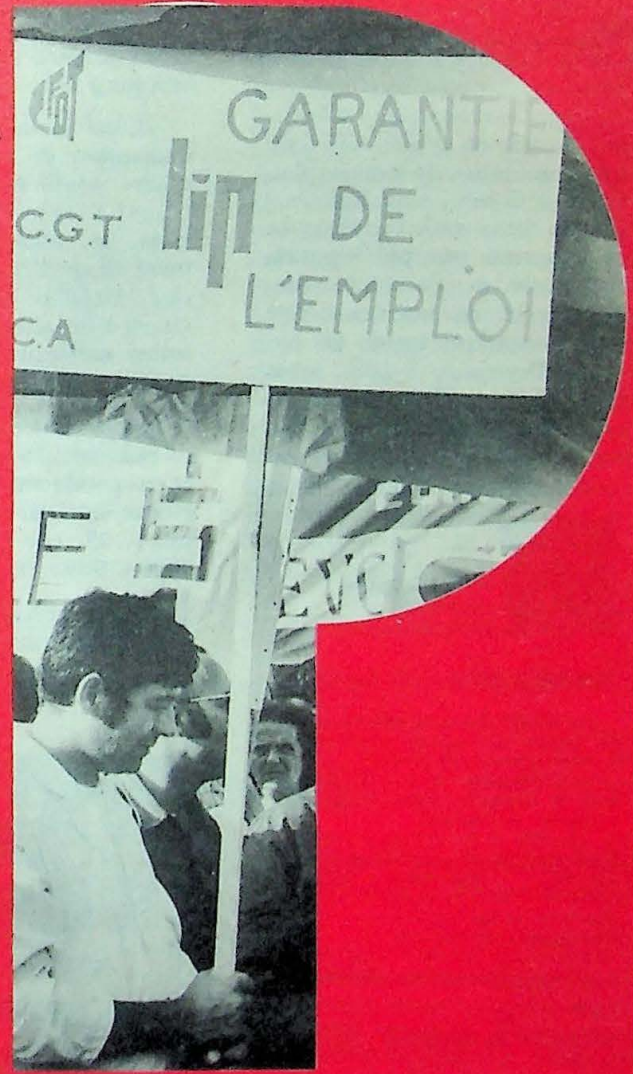
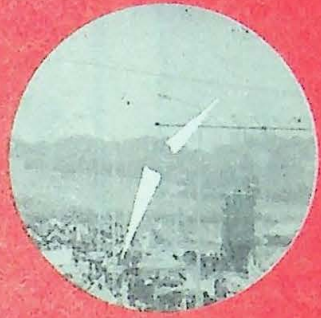


**Charles Piaget :  
nationaliser LIP**

Hebdomadaire du parti socialiste unifié.  
n° 697 du 10 au 17 avril 1976 - 3 F 50



# Tribune socialiste



# contrer le sabotage



## Sommaire

### POLITIQUE :

PCF, un bilan morose ..... p 4

### SOCIAL :

Viticulteurs, le défi ..... p 5  
EDF-GDF, les oubliés de la journée d'action p 6  
Rhône-Poulenc en faillite ? ..... p 7  
LIP, un sabotage bien organisé ..... p 8 et 9  
Crédit agricole, une direction  
qui fait de la politique ..... p 10

### FEMMES :

Avorter à Besançon ..... p 11

### ETUDIANTS :

Quelles perspectives ? ..... p 11

### INTERNATIONAL :

Espagne : la fin des illusions ..... p 12  
Moyen-Orient : une phase décisive ..... p 13

### CULTURE :

Bedos, fais-nous rire ..... p 14  
Sélection radio-TV ..... p 14  
Voir sans être vu ..... p 15

### AUTOGESTION :

Pour les états généraux ..... p 16

## des sous des sous...

Nom : .....

Adresse : .....

Somme versée : .....  
à l'ordre du PSU « Soutien TS » CCP - Paris  
1402044

Tous ensemble nous ferons un nouveau  
journal !!!

● et abonnez-vous à TS...

Un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 100 F.

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

TS 9, rue Borromée - 75015  
CCP PARIS 5.826.65



## Pour Roland Agret

Roland Agret a été condamné à quinze ans de réclusion lors d'un procès d'assises scandaleux. Il n'a pu se défendre, des témoins principaux n'ont pas été entendus. Seul a été écouté celui qui accusait Roland et qui, depuis, s'est rétracté.

Roland n'a jamais cessé de crier son innocence et, depuis cinq ans qu'il est emprisonné, il manifeste contre ce verdict : nombreuses grèves de la faim, tentatives de suicide, manifestation lors de la visite de Madame Dorhac à la centrale de Nîmes, montée sur les toits de cette centrale. Pour cela, il a été enfermé au quartier de haute-sécurité de la prison des Baumettes (Marseille).

Aujourd'hui, Roland risque sa vie une dernière fois. En grève de la faim depuis vingt jours, il a avalé deux manches de fourchette, alors qu'il se sait inopérable et que, refusant de s'alimenter il ne peut les évacuer naturellement.

C'est pourquoi, face à l'inertie obstinée et criminelle du ministre, nous appelons à un rassemblement populaire ce samedi 10 avril à 15 h devant le ministère de la Justice (Place Vendôme) afin d'exiger la mise en liberté immédiate de Roland en attendant la nécessaire révision de son procès.

Comité d'action des prisonniers,  
Champs social, GMP.

Le numéro 3 de Luttés étudiantes vient de paraître. Au sommaire : Comment continuer la lutte ? Quelle alternative à la réforme ? Quelle organisation pour nos luttes ?

Abonnement : 5 numéros, 5 F - 2, rue Clavel 75019 Paris.

## Calendrier politique

### Meetings PSU

A Metz le 14 avril, avec René Schulbaum.  
A Nantes le 15 avril, avec Michel Mousel.  
A Quimper le 16 avril, avec Maguy Guillien et Pierrot Régner.  
A Reims le 23 avril, avec Michel Mousel.  
A Vendôme le 24 avril, avec Michel Mousel.  
A Alençon, assemblée régionale le 24 avril, avec Hervé Le Toquin et Pierrot Régner.

### Armée

Dimanche 11 avril, de 14 h 30 à 18 h 30, à la maison pour tous des Amonts, Bures-sur-Yvette, les Ullis, « 4 heures sur l'armée » organisées par le PSU, la LCR, l'UL-CFDT, le comité Larzac, avec une partie artistique : la troupe Z et la Troupe mass media.

## Caron-Ozanne

« Les ouvriers de Caron-Ozanne luttent depuis le 5 juin pour le maintien de leur emploi. Depuis le 5 juin, nous fonctionnons en démocratie ouvrière, ce qui a permis une participation importante de l'ensemble des grévistes et de maintenir une unité dynamique parmi les ouvriers. Depuis le 5 juin, nous avons fait neuf numéros de Ouest-Licenciements. Aujourd'hui, un peu essouffés par

ces longs mois de lutte, nous avons besoin d'un soutien important pour espérer vaincre.

« C'est pourquoi nous vous demandons de faire connaître le mieux possible notre lutte et Ouest-Licenciements. Pour nous, les abonnements constituent le meilleur soutien financier. Dans le dernier numéro, Ouest-Licenciements traite de luttes nationales (REO, BRM, Parly 2, Thomson, etc.).

» Abonnements 6 numéros : 20 F - Soutien : 50 F. Adresser toute correspondance, soutien financier et articles, à Hubert Grammare, 25, rue du Père-Sanson, 14000, Caen. »

Les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne et leurs sections syndicales CGT-CFDT.



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMENEN

Ont collaboré à ce numéro : X. Bolze  
J.P. Cagnat - B. Chazuel - G. Feldmann -  
G. Granclément - M. Guillien - J.J. Lebras -  
C. Louzoun - M. Mousel - C. Najman -  
M. Najman - A. Noël - P. Regnier -  
Y. Sparfel - A. Tlemcen.

Rédaction : 566.45.64 - Administration :  
566.45.37 - Publicité : REGIE-  
INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie  
Françoise CHAILLEUX  
Dir. publ. : André BARJONET  
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande avec 3 F en  
timbres. Indiquer la nouvelle adresse  
complète.  
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F  
pour six mois. Soutien : 150 F



du 6 avril au 22 mai

dans les eaux glacées

DU CALCUL EGOISTE  
mise en scène Mehmet ULUSOY

du 13 avril au 26 mai

travail à domicile

de F.X.KROETZ  
mise en scène J. LASSALLE

17 rue Malte-Brun - Paris 20e  
M° Gambetta - tél. 636.79.09



# Les sanglots longs de la majorité

Après l'échec patent des cantonales, les sanglots longs de la majorité ne berceront pas longtemps la France d'une langueur monotone. L'heure est au branle-bas de combat, à la riposte. Le maître d'œuvre, des hautes et des basses, Chirac, a été promu grand coordonnateur d'une majorité qui sent ne plus l'être.

Les velléités de réformes au rencart, commencent les grandes manœuvres. Les discours du gouvernement sur sa volonté de ne pas faire rentrer la France dans une campagne électorale permanente, et ce même reproche adressé à l'opposition, restent platoniques. La réalité, c'est que le pouvoir cherche par tous les moyens à rassembler les siens. D'où les assurances données aux exploités : le temps des concessions à la classe ouvrière est révolu.

Aux grands patrons, le gouvernement fait miroiter les profits de la reprise économique. Aux chefs des petites et moyennes entreprises, force garanties sont données sur la limitation maximale des interventions étatiques : toute initiative sera laissée au secteur privé. Les déclarations du responsable des PME, Gingembre, dans Le Figaro, sont édifiantes pour ce qui est des exigences de ce côté-là. Que ces promesses démagogiques soient contredites par les projets du Vile Plan, les princes qui nous gouvernent n'en n'ont que faire.

Ce qu'il faut à tout prix pour le pouvoir, c'est rassurer sa base électorale. Mais sa clientèle politique veut lui monnayer son soutien. Et, pour cela, le prix des difficultés économiques doit être payé par les travailleurs. Oui mais voilà, dans les deux options qu'on peut envisager avec réalisme, le gouvernement risque de se trouver quelque peu coincé.

— La reprise économique peut ne pas se manifester avec la rapidité escomptée par les experts gouvernementaux. Le chômage ne diminuera pas. Malgré le cynisme affiché d'un Debré qui fait tout haut le chantage à l'emploi (les ouvriers sans travail ne revendiquent pas), les sources du mécontente-

"NOUS SOMMES DERRIÈRE  
LE CREUX DE LA VAGUE  
ET PRÈS DU BOUT  
DU TUNNEL !"



ment actuel ne seront pas tariés par miracle et la combativité ouvrière, qui commence à se manifester déjà avec vigueur ces derniers

temps, a des chances de se renforcer.

— A l'opposé, si, comme certains indices le révèlent, l'économie redémarre, les

revendications ouvrières s'en trouveront dynamisées.

Mais les difficultés ne doivent pas faire baisser la garde des travailleurs. Ce serait une erreur de s'en remettre aux aléas de la reprise économique. En effet, même dans cette éventualité, les concessions faites aux PME sur les réductions de main-d'œuvre (au gré des fluctuations des profits) et l'évolution technologique contribueront à maintenir un niveau assez élevé de chômage. Dans la phase actuelle, la bataille pour l'emploi est décisive et, d'ores et déjà, les travailleurs doivent s'en donner les moyens. Certes, ils ont eu souvent à se battre le dos au mur. Mais à présent les luttes sur l'emploi tendent à se généraliser. Le problème est qu'elles sortent de l'entreprise pour s'étendre à toute une branche, voire à toute une région.

La riposte sur l'emploi, pour être efficace, doit être globale. C'est ce qu'ont compris les travailleurs de Fougères, de Rhône-Poulenc, de Lip... A Lip où, trois ans après, par une politique de sabotage délibéré, le pouvoir prend sa revanche. Mais les travailleurs bisontins, aguerris par une grande expérience en la matière, refusent la fatalité capitaliste. Avant de mettre sous presse, on apprenait que la société Lip n'était plus en cessation de paiement. Le gouvernement semble donc hésiter, sinon reculer. Une fois de plus, Lip montre la voie : seule, la fermeté paie.

ALAIN TLEMCEN ■

E. Faure - J. Delors

## Déjouer les pièges

Décidément, l'inquiétude du pouvoir ne lui inspire pas une stratégie qui brille par la finesse. A côté des coups de gueule de Chirac, Edgar Faure se livre à des manœuvres qui sentent la très grosse ficelle. Si grosse, qu'elle montre une fois de plus, l'ampleur du désarroi des hommes de l'ex-majorité.

Mais l'offre de collaboration — soi-disant restreinte aux problèmes de l'inflation, comme s'il s'agissait d'une question parmi d'autres — et la réponse qui lui a été faite par Jacques Delors, est très révélatrice des problèmes politiques actuels.

Révélatrice d'abord du fait que, dans la droite, certains se rendent compte qu'ils n'ont plus les moyens de faire face par eux-mêmes à la situation politique et économique. Ils redécouvrent alors l'intérêt d'un « consensus national »...

Mais révélatrice aussi des risques que court l'opposition de gauche quand elle croit utile de se référer à ce même consensus, comme François Mitterrand lors du débat télévisé avec Fourcade. Aujourd'hui comme en 1978, il n'y a pas de solution aux problèmes économiques conforme aux intérêts des travailleurs

dans le cadre du système capitaliste, et donc pas dans la collaboration avec les capitalistes.

Il est urgent de relever le défi. Giscard a affirmé qu'il représentait un projet de société contre un autre. Le projet de société de Giscard, les travailleurs ne le connaissent que trop bien. Connaissent-ils vraiment ce que peut être un projet non capitaliste ? Il faut que ce projet existe, soit discuté, relié aux luttes actuelles. C'est ainsi qu'on déjouera les pièges qui peuvent tendus à la gauche.

Michel MOUSEL



# après le Comité central du PCF UN BILAN MOROSE

Quelques semaines à peine après son 22<sup>e</sup> congrès, le parti communiste réunit son Comité central. Objet de la réunion : la mise en œuvre de la politique du congrès et d'abord sa réaffirmation.

A lire le rapport de René Piquet et la conclusion de Georges Marchais, une première impression d'ensemble apparaît : la direction du PCF croit nécessaire, tout d'abord, de revenir sur l'explication des « grandes idées » du congrès et, ensuite, de réaffirmer que « le parti se tiendra à la politique du 22<sup>e</sup> congrès. »

Faut-il en conclure que la ligne « passe mal », ou que des pressions internes ou externes s'exercent pour l'infléchir ?



Un impératif : revenir sur l'explication des grandes idées du 22<sup>e</sup> congrès.

□ Trop peu d'éléments nous permettraient de l'affirmer. Pourtant, le PCF se sent obligé de tirer un premier bilan des deux échéances qu'il a dû affronter immédiatement après ses assises : le 25<sup>e</sup> congrès du PCUS et les élections cantonales. Dans les deux cas, étaient en jeu la crédibilité et la fiabilité de son « nouveau visage ».

## Charbonnier est maître chez soi

Georges Marchais n'est pas allé à Moscou. Mais à Moscou on a beaucoup parlé, sans le nommer, du PCF. Les critiques faites au fonctionnement de la démocratie socialiste en URSS, certes bien limitées (car elles se contentent d'exprimer une divergence sans se donner la peine ni d'analyser les causes du « désaccord » ni d'intervenir, et donc de mener bataille au sein du mouvement communiste international), ont

amené la direction soviétique à organiser une véritable campagne contre les PC italien, espagnol et français, au travers essentiellement des fidèles alliés de RDA et de Tchécoslovaquie.

Cette campagne, qui prend faussement les allures de la défense de la théorie révolutionnaire, alors qu'il ne s'agit que de la défense de la bureaucratie contre les conséquences d'un éclatement du bloc stalinien, n'est pas sans effet au sein du PCF. Certains dirigeants, déplacés au cours du congrès, ne cachent pas leur volonté de « redresser » le cours actuel. Certains secteurs, souvent prolétaires, qui ont manifesté leur désaccord avec l'abandon de la « dictature du prolétariat », peuvent leur donner une certaine base de manœuvre. Par ailleurs, les conditions antidémocratiques dans lesquelles la décision a été prise ne cessent pas d'alimenter un certain vent de critique intérieur.

Soumise à ces différentes pressions, la direction du PCF est obligée de réaffirmer son attachement à l'internationalisme prolétarien. Dans une interview parue dans *France-Nouvelle*, J. Kanapa se permet même de tancer les Soviétiques à propos de leur conception « inventée » d'un « internationalisme socialiste qui unirait spécifiquement les PC des pays socialistes et qui serait d'un type supérieur... » Georges Marchais précise, et c'est nouveau, « que nous ne pouvons plus faire nôtre la formule... selon laquelle la pierre de touche de l'internationalisme serait le soutien en toutes choses à l'Union soviétique. »

Le CC a entendu d'ailleurs un rapport spécial sur ces questions et a retourné contre les Soviétiques l'accusation de « manquement à l'internationalisme », à propos de « l'éloge fait de la politique extérieure giscardienne, alors que nous condamnons cette politique » (Kanapa).

L'écart donc se creuse, et se creusera encore. Une limite cependant : Soviétiques et Français savent jusqu'où ne pas aller trop loin. Une chose ne doit pas être remise en cause : le système même de domination en URSS. Charbonnier est maître chez soi...

## Consolidation n'est pas avancée

Les cantonales devaient sanctionner la nouvelle politique du PCF. Certes, il ne pouvait s'attendre à rattraper en quelques semaines son handicap historique. Mais tout de même...

Or, le moins qu'on puisse dire, c'est que l'atmosphère était morose place du colonel Fabien à l'écoute des résultats. « Le PCF consolide ses positions », titrait *l'Humanité*. Et, plutôt que de prendre la véritable mesure de ces élections — un gouvernement minoritaire, les partis ouvriers majoritaires, un contexte pré-révolutionnaire en Italie et en Espagne, et en tirer des conclusions de combat — les principaux dirigeants du PCF se sont succé-

dés pour minimiser la portée des résultats. « Pas de triomphalisme », « il reste beaucoup à faire »... Bref « patience et longeur de temps »...

C'est aussi le ton général du rapport de R. Piquet, surtout si l'on remarque l'insistance avec laquelle le PC « gonfle » l'indiscipline de l'électorat socialiste. Cette préoccupation est certes justifiée. Mais la réponse donnée au problème — réaffirmation du PCF, campagne de recrutement, etc. — ne touche pas, loin de là, le fond de la question.

En réalité, si l'inquiétude se fait jour, c'est qu'il apparaît de plus en plus clairement que l'évolution du PCF profite davantage au PS qu'à lui-même. Le PS apparaît en effet, aux yeux des couches petites-bourgeoises urbaines (enjeu de la bataille électorale), comme la « garantie » de l'évolution du PC. Le renforcer signifie donc accentuer la pression sur le PCF. Ce n'est que justice : à vouloir se situer sur le terrain de la démocratie bourgeoise, on alimente nécessairement ceux qui y sont organiquement intégrés.

## La bataille des municipales

Rendez-vous est donc pris pour dans un an. Entre-temps, une immense campagne de propagande (vente d'un million de brochures, milliers de réunions publiques...) et un appel à chevaucher les luttes (pour pouvoir en contrôler la portée) devraient pouvoir amorcer « la conquête des masses » (G. Marchais). Mais, comme il vaut mieux avoir deux fers au feu, il faut tenter, dès maintenant, de minimiser au maximum une nouvelle poussée socialiste aux municipales. D'où la proposition, nouvelle, faite aux « partenaires » de présenter des listes unitaires à la proportionnelle dans toutes les communes dès le premier tour.

Si cette proposition était acceptée, elle aurait l'avantage pour le PCF de figer les anciens rapports de force. Si elle était refusée, elle permettrait de se présenter comme le « champion » de l'unité et de stigmatiser le sectarisme des autres. S'il obtient, ce qui n'est pas acquis, la présentation des listes unitaires dans les villes de plus de 30 000 habitants (ce qui est sa proposition ancienne), il pourra toujours dire que la bataille est à moitié gagnée et, ainsi, justifier son apparente intransigeance.

Malheureusement pour lui, le PCF ne se sortira pas du traquenard qu'il s'est organisé à lui-même, par un « truc » plus ou moins adapté. Une réorientation s'impose. Mais c'est une autre histoire.

## Stages d'été 1976

Notez dès à présent les dates des stages d'été :

### ● Deux stages de base

(Initiation au marxisme, l'unité populaire, les stratégies du mouvement ouvrier, etc.) :

— du 24 juillet après-midi au 1<sup>er</sup> août matin (Hautes-Alpes),

— du 21 août après-midi au 29 août matin (Gers).

### ● Deux stages d'animateurs de section

— histoire du mouvement ouvrier, du 14 août après-midi au 21 août (Gers),

— les bases théoriques de l'unité populaire, du 21 août après-midi au 29 août matin (Hautes-Alpes).

### ● Un stage de sérigraphie

(Acquisition de la technique sérigraphique), du 15 au 20 août (Hautes-Alpes).

Le parti fait donc un considérable effort pour ces stages d'été. Il serait souhaitable que les militants y répondent nombreux. Sachez que vous pouvez venir en famille, que des gardes d'enfants seront organisées, que les lieux choisis sont particulièrement agréables et avec beaucoup de possibilités de loisirs.

Pour tout renseignement, une plaquette sera prochainement disponible auprès de vos fédérations.



# Le défi

**Samedi après-midi, 30 000 manifestants ont répondu à l'appel des viticulteurs et des syndicats ouvriers pour réclamer, ensemble, la libération du vigneron A. Tisseyre, exiger la survie économique de toute la région, la défense de leurs emplois respectifs.**

En Corse, c'est à Bastia que 12 000 travailleurs ont répondu, dans la même unité, en respectant les consignes de calme données par les organisations syndicales et autonomistes, pour exiger la libération de Siméoni, la liberté pour les Corses de vivre et de travailler chez eux.

Aussi bien à Carcassonne qu'à Bastia, les déclarations du porte-parole des CRAV, Michel Romain, et du comité des patriotes corses emprisonnés, Max Simeoni, se rejoignent pour affirmer que cette manifestation sera l'ultime avertissement de tout un peuple qui reste mobilisé et prêt à passer à la lutte, si dans les prochaines semaines le gouvernement ne libère pas les emprisonnés et n'arrête pas les poursuites engagées.

Le 30 mars à la Maison du Languedoc-Roussillon, à Paris, les principaux représentants des comités d'action viticole ont présenté au grand public le livre qu'ils ont écrit en collaboration avec Michel Le Bris, **La révolte du Midi** (1). Parmi les auteurs André Cazes, Jacques Tallavigne, Jacques Mestre, Jean Vialade, mais aussi Marcellin Courret, Roger Guitta, sont venus exprimer leur solidarité avec toute la base vigneronne et occitane dont ils se sont faits les porte-parole dans le faisceau de témoignages et d'informations de ce livre.

La « grande presse » a mal informé et a souvent déformé les nouvelles qu'elle a publiées sur ce mouvement de masse unitaire qui lie toutes les couches laborieuses concernées par le problème viticole. La situation qui en résulte risque maintenant de couper le pays en deux. Elle devient de jour en jour plus critique et sans issue.

Les auteurs de **La révolte du Midi** ont non seulement clamé leur détresse, mais aussi comblé tout ce vide d'informations. Ils ont répondu par avance à toutes les questions que se pose l'opinion publique. Ils dénoncent les véritables causes du marasme économique des producteurs de toute une région : organisation du Marché commun au seul profit du négoce international, organisation de la fraude, protection de ceux qui la pratiquent. Ils font l'historique (depuis seize ans) de la dégradation de la situation : incurie des gouvernements successifs et montée de la colère,

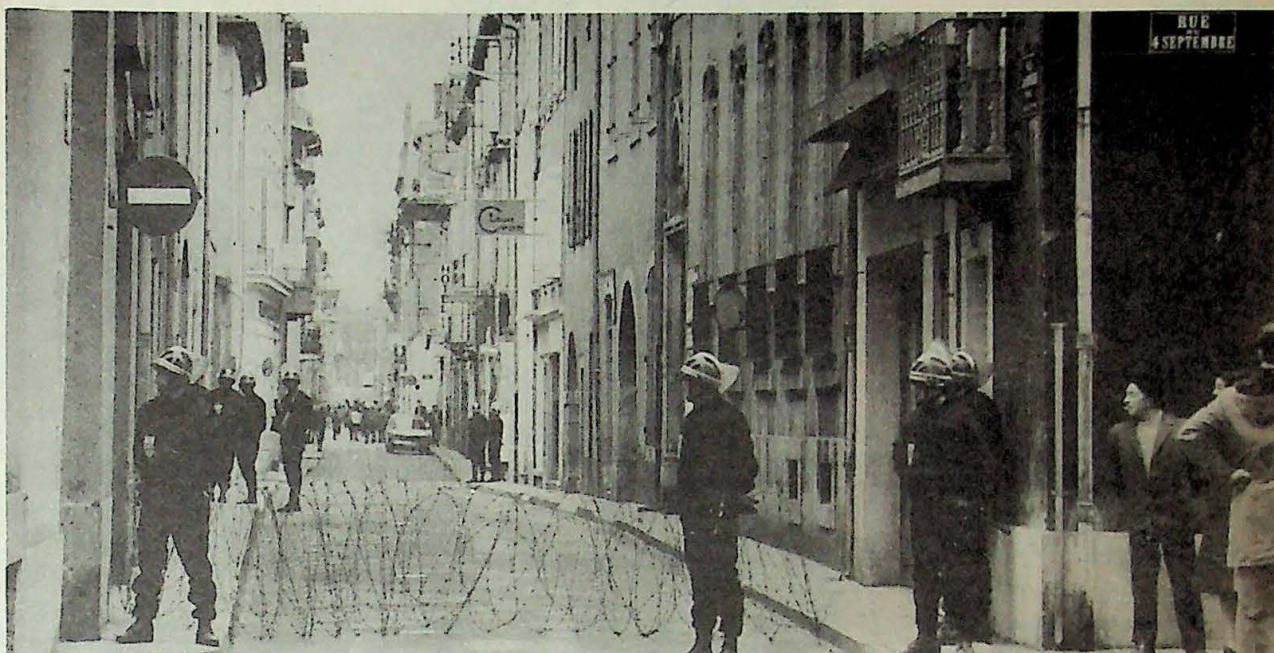
prise de conscience collective, organisation de masse de plus en plus large et déterminée.

Ce cri d'alarme prémonitoire (le livre est sorti des presses le jour du drame de Montredon)

Drôme et du Vaucluse sont maintenant rejetés dans le même sac...

Il faut croire que le gouvernement de Giscard n'a plus d'autre issue que de pousser au paroxysme de la révolte les travail-

don, vient jeter de l'huile sur le feu. Dès que la nouvelle a été connue, ouvriers et paysans ont riposté dans l'unité. A Carcassonne, dix mille personnes ont manifesté jeudi. Dans les principales villes du Midi, les CRAV, la



prend toute sa signification depuis le 1<sup>er</sup> avril. En effet, le gouvernement a annoncé sa décision de suspendre la taxe compensatoire de 12 % à l'entrée des vins italiens et de supprimer les droits de douane pour les conserves alimentaires. Les producteurs de tomates, de fruits et légumes, déjà bien menacés, les travailleurs des conserveries de la

leurs qu'il bafoue afin de lâcher les hordes de Ponia sur ceux qui ont décidé de lutter jusqu'au bout. Pour bien montrer sa détermination, il organise une vaste opération punitive, avec l'emploi massif des forces de l'ordre et de l'armée dans tout le Languedoc.

L'arrestation du vigneron Albert Tisseyre, soupçonné d'avoir pris part à la fusillade de Montre-

CGT, la CFDT, la FEN, le CID-UNATI et le syndicat des artisans appellent également à manifester le samedi 10 avril pour demander la libération d'A. Tisseyre. Le PSU s'est joint à cet appel.

Maguy GUILLIEN ■

(1) **La révolte du Midi** — CRAV en collaboration avec M. Le Bris, collection « La France Sauvage » — 281 pages — 19 F 50 en vente à la librairie Syros.

rivages



portugal



2 SEMAINES

1490f

CIRCUIT RENCONTRE  
OU  
CIRCUIT FARNIENTE

et toujours nos prix SUPERCHARTERS pour voyager libres et loin pour une poignée de francs (ATHENES 795F - ALGER 750F - AGADIR 995F) et des EXPEDITIONS (LAPONIE, SENEGAL, VIETNAM ...)

Veillez m'adresser gratuitement votre brochure

Nom .....

Adresse .....

Bon à retourner à RIVAGES  
330 rue St-Jacques 75005 Paris  
Tél. 325.43.99 - lic. A. 669

## CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

- Critique des pratiques sociales
  - La production culturelle le 16.4.76
  - Besoins sociaux et consommation le 30.4.76
  - Science, recherche et société le 14.5.76
  - Travail et loisir le 21.5.76
- Histoire du mouvement ouvrier
  - Le mouvement ouvrier européen de 1947 à nos jours - 1<sup>ère</sup> séance le 6.4.76 - 2<sup>e</sup> séance le 20.4.76
- Marxisme et philosophie
  - Marxisme positivisme et structuralisme, 1<sup>ère</sup> séance : 13.4.76 - 2<sup>e</sup> séance : 27.4.76
  - Marxisme, aliénation, auto-gestion le 4.5.76
- Economie
  - Economie politique, contrôle, autogestion le 9.4.76



# pour la disparition de l'Ordre des médecins

65 chefs de service des hôpitaux, professeurs et maîtres de conférence agrégés, viennent de relancer publiquement la campagne pour la suppression de l'Ordre des médecins, lancée par le manifeste des 600 médecins (aujourd'hui, environ 1 500) à l'initiative du GIS, relayé ensuite par le Mouvement d'action santé.

Ce manifeste de membres de l'élite médicale demande la disparition de l'Ordre, « ce verrou qu'il faut faire sauter », proteste contre cette institution qui « continue à bloquer tout débat réel sur les problèmes de santé », et déclare soutenir « par tous leurs moyens » les médecins sanctionnés. L'Ordre, en effet, après un an d'attente, vient de suspendre quatre médecins de Rennes, de radier (interdiction illimitée d'exercer la médecine) un médecin de l'hôpital Henri Mondor et d'obtenir la condamnation, par le tribunal d'instance de Limoges, de deux médecins à payer leurs cotisations.

Juridiction qui est à la fois juge et parti, l'Ordre s'était également signalé par ses prises de position réactionnaires contre l'avortement libre. Plus généralement, ses options de classe sont clairement marquées : accord avec le CNPF pour le contrôle des arrêts de travail par des médecins-flics, directement liés au patronat (Sécurex), contre la médecine de groupe ; rôle de défenseur de l'ordre moral et de l'idéologie la plus réactionnaire.

Son rôle de représentant du corps médical, déjà bien ébranlé auparavant, arrive maintenant sur sa fin.

Il est désormais possible d'élargir cette contestation, jusque-là interne au corps médical. Le SNE-Sup se déclare en effet prêt « à prendre les contacts nécessaires pour que se développe une riposte massive et unitaire ». Quant à nous, la déclaration de la Direction politique nationale du PSU, des 22 et 23 février 1975, montre bien notre soutien et notre engagement dans cette lutte contre l'Ordre, depuis le début.

Claude LOUZOUN ■



## Les oubliés de la journée d'action

La grève de l'EDF, le 7 avril, avait pour but l'ouverture de négociations salariales entre direction et fédérations. Les mots d'ordre de cette journée, s'ils apparaissent mobilisateurs (300 F pour tous) n'en sont pas moins ambigus.

Pour la CGT, cette somme représente un acompte sur une augmentation de 15 % du salaire de base. La CFDT, elle, réclame 300 F d'augmentation, égale pour tous, au 1<sup>er</sup> mai. D'autre part, la fédération CGT a organisé ce jour-là, seule, des meetings dans toute la France. Si les fédérations étaient donc d'accord sur le jour de la grève et la somme à demander, elles ne l'étaient ni sur les formes d'action, ni sur les objectifs.

Mais la journée du 7 avril a eu peu d'écho dans les services informatiques (SITI) où vient de se terminer une grève de trois semaines (voir TS n° 692), relativement peu prise en charge, voire pas du tout, par les fédérations CFDT, CGT, FO. Cette grève, déclenchée à Issy-les-Moulineaux, devait très vite se durcir et s'étendre à d'autres centres (Clichy et Orléans), mais, à Lyon et Toulouse en raison des réticences de la CGT (à Lyon, un délégué qualifiait les revendications d'utopiques), le mouvement n'était pas aussi efficace. La grève s'étendait aux ateliers de perforatrices de la région parisienne ; du moins, là où la pression du personnel était suffisamment forte pour que la CGT ne puisse pas s'y opposer.

Localement, la direction a lâché sur les revendications des agents travaillant à des postes stratégiques, mais n'a rien cédé sur les

points du cahier de revendications concernant les basses catégories.

L'assemblée générale du personnel à Issy-les-Moulineaux, le 5 mars, allait être houleuse. D'un côté, la CGT : « Vous n'obtiendrez rien de plus. » De l'autre, FO et surtout la CFDT : « Il faut continuer. La direction vient seulement de commencer à lâcher. Nous avons promis au début de l'action, solidarité totale avec les petites catégories qui ont démarré l'action... » Le vote montrait la division du personnel (57 pour la poursuite de l'action, éventuellement sous d'autres formes, 51 contre) ; on ne continue pas une grève quand l'unité n'existe plus à la base. De fait, la reprise du travail était votée.

Dans les autres centres (Clichy et Orléans surtout), le mouvement s'est encore poursuivi plus d'une

semaine, voire durci quelque temps, mais la reprise a été générale.

Reste à noter aujourd'hui l'embaras des fédérations syndicales, celui de la CGT qui a refusé catégoriquement de soutenir la grève et qui a dû s'en expliquer devant ses adhérents, et celui de la CFDT qui, timidement, a pris l'action en charge (tout en freinant la globalisation du mouvement des perfos sur le plan national), gênée certainement, à deux mois de son congrès confédéral, de parler de l'action efficace des comités de grève, outils indispensables que les travailleurs se sont donnés pour conduire l'action et maintenir l'unité du personnel qui fut exemplaire tant que dura l'unité syndicale.

Reste aussi, un certain goût d'amertume...

### Beaumont (95)

#### le résultat d'une division

Une camarade du PSU de Beaumont (Val d'Oise), militante syndicale, membre du bureau CFDT, a reçu une lettre de licenciement prenant effet le 1<sup>er</sup> avril avec, comme motif, « insuffisance professionnelle ».

Dès le début de cette affaire, la section CFDT (existant depuis six mois) a provoqué une réunion inter-bureau CFDT-CGT afin de rédiger un premier tract. Des assemblées générales ont eu lieu. Leur succès démontrait une forte mobilisation des travailleurs (sur les thèmes : licenciement abusif, manque d'effectif, mauvaises conditions de travail).

Entre temps la section CGT, rappelée à l'ordre par sa direction locale, s'est peu à peu mise à l'écart du mouvement. « L'affaire s'arrangera grâce à l'intervention du maire auprès de la direction de l'hôpital », avait dit le secrétaire CGT. De ce fait, la dernière assemblée générale a échoué et s'est terminée par un désaccord total CGT-CFDT.

Un rapport de force n'ayant pas pu être créé, le licenciement a eu lieu.



# Rhône-Poulenc en faillite ?

Cela fait un bon bout de temps que les projets de la direction de Rhône-Poulenc sont connus. Pour ce grand trust multinational, l'année 1975 a été pénible. Le renchérissement des matières premières, les lois de la concurrence, dans le textile comme dans la chimie, ont conduit à un abaissement du chiffre d'affaires de trois milliards de francs. Pour la direction, la solution ne fait pas de doute : il faut dégraisser, en particulier dans le textile.

Pour les travailleurs de Rhône-Poulenc, cela signifie près de 4 000 licenciements, sans compter les pré-retraites, les retraites anticipées, le chômage partiel, les mutations, la réduction du temps de travail sans compensation, surtout pour les femmes (mi-temps, etc.). Toutes ces mesures diversifiées ont pour but de diviser, de décourager les travailleurs et de les entraîner au départ. C'est à eux de faire les frais de la restructuration d'un trust qui, avec un chiffre d'affaires de vingt milliards de francs en 1974 (neuvième trust chimique en Europe occidentale, quatrième trust français) aurait largement les moyens d'assurer la stabilité de l'emploi.

Depuis plusieurs mois, des initiatives multiples marquent la volonté des travailleurs de Rhône-Poulenc de conserver leur emploi. Dans la dernière période, ces actions se sont accélérées.

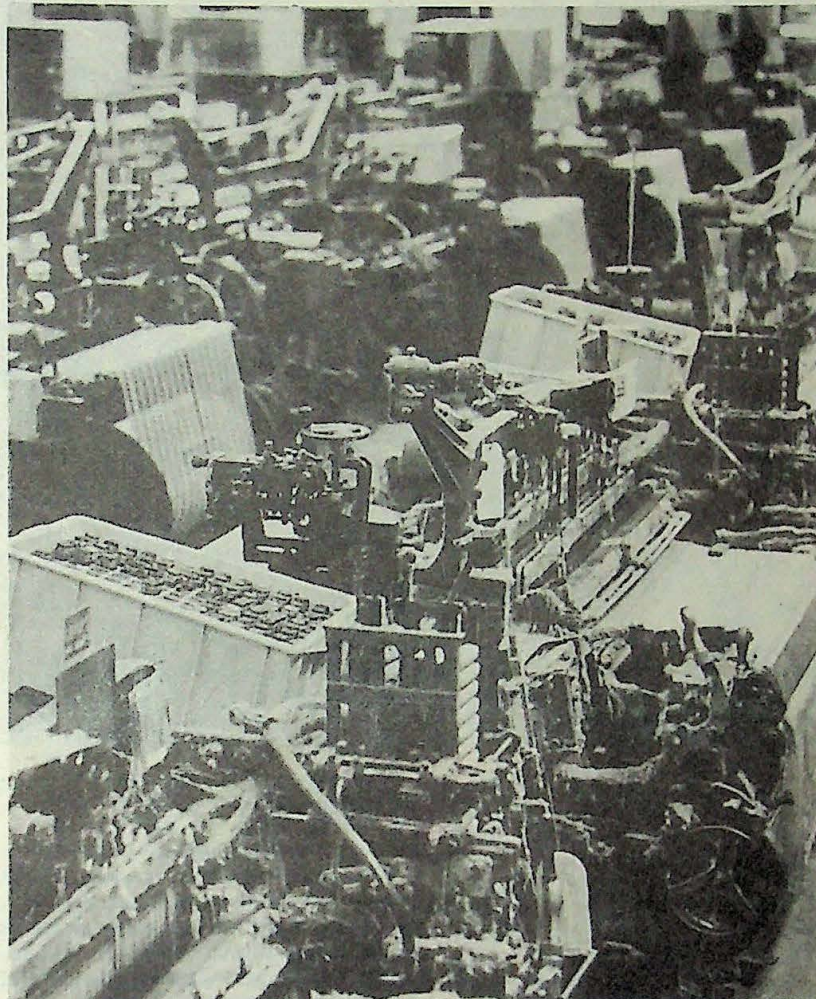
Le 15 mars dernier, la direction s'est vue retenue à Péage, alors qu'elle venait s'efforcer de convaincre le comité d'entreprise de la justesse de son projet. Le lundi 29 mars, la grande foire internationale de Lyon, fierté de la municipalité pradelienne, est envahie par 1 500 travailleurs de Rhône-Poulenc. D'autres initiatives (blocages d'autoroutes, manifestations...) ont eu lieu entre temps.

Des reculs ont été obtenus : les femmes de RPT (branche textile) à qui était imposé le travail à mi-temps (surtout à Péage-de-Roussillon durement touché avec 515 licenciements et la perspective de la liquidation totale) ont pu toucher 90 % du salaire sur le mi-temps chômé. Mais, jusqu'à présent, la direction n'a rien cédé sur l'essentiel. Les prochaines échéances vont venir rapidement.

La lutte pour l'emploi dans une entreprise de l'importance de Rhône-Poulenc ne peut que revêtir une dimension nationale et politique. Le gouvernement est directement saisi de l'affaire et ses représentants régionaux ne sont pas avares de promesses. Le préfet de l'Isère a déclaré s'opposer aux licenciements. Le député (RI), le 20 mars dernier, assurait : « je serai à vos côtés, jour et nuit, pour empêcher les licenciements... ce qui ne l'empêchait pas de demander à Chirac des garanties sur l'indemnisation des licenciés.

Les conséquences électorales peuvent être lourdes pour l'actuelle « majorité » ; des villes entières, comme Péage-de-Roussillon, dépendent complètement de l'existence de l'usine. Le dilemme pour la bourgeoisie est difficile : comment concilier les intérêts économiques de M. Gillet et les intérêts électoraux dans une région déjà très marquée par le chômage (Rhône-Alpes compte 100 000 chômeurs) ?

Le PC et le PS se livrent à une



véritable course de vitesse. Le PC utilise au maximum ses élus locaux, convoque seul une manifestation lyonnaise et distribue de nombreux tracts visant à affirmer qu'il est vraiment le meilleur défenseur de la classe ouvrière. Le PS organise des journées d'études sur Rhône-Poulenc à grand renfort de publicité et cherche à créer ses propres cellules d'entreprise. Cette concurrence paraît déplacée alors que l'unité des travailleurs constitue la meilleure arme pour faire plier la direction. Elle l'est d'autant plus que le PC et le PS proposent la même perspective : la nationalisation de Rhône-Poulenc prévue par le Programme commun.

Pour les militants du PSU de Rhône-Poulenc, le durcissement et la généralisation de la lutte à tout le trust est indispensable pour obtenir une victoire qui serait très importante pour toute la classe ouvrière. Si la question de la nationalisation se pose, ce ne peut être en attendant une prochaine victoire de la gauche aux élections, mais par la mobilisation dès aujourd'hui, qui, seule peut garantir un contrôle effectif

des travailleurs sur les conditions de la nationalisation (salaires, embauche, conditions de travail...).

Déjà un premier pas a été franchi dans la radicalisation de la bataille.

De prochaines initiatives sont envisagées. A l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC, une action sur tout le trust Rhône-Poulenc a eu lieu le 8 avril.

Mais il faut frapper plus fort pour gagner. Il faut préparer la grève avec occupation de la boîte de Péage-de-Roussillon, premier pas vers la grève générale de tout le trust.

G. FELDMANN ■

Lyon

## Les équevilles des villes

Depuis le 18 mars, les équevilles — nom donné aux ordures ménagères — s'amoncelaient sur les trottoirs de Lyon, Pradel refusant de céder aux revendications des éboueurs. Reconnue chaque jour en assemblée générale (suivie presque quotidiennement de manifestations en direction de l'hôtel de ville), la grève s'est étendue à d'autres services de la communauté urbaine de Lyon (incinération, théâtres municipaux, espaces verts, crèches, bureau d'hygiène).

Malgré la campagne de la presse régionale, qui soutient Pradel, sur les risques que feraient courir à l'hygiène publique des tonnes d'ordures, la population lyonnaise ne s'est pas montrée hostile à la grève. Ainsi, le fait de concentrer les ordures sur le parvis de l'hôtel de ville a montré qui était visé, et qui était responsable.

Le responsable, Pradel, a obtenu le feu vert de Ponia pour l'appel à l'armée. Le 31 mars, il acceptait de négocier. A un an des élections, il ne pouvait se contenter de laisser « pourrir » et la grève et les ordures. L'appel au contingent, comme lors de la grève des éboueurs à Paris, aurait pu lui réserver des désagréments (par exemple la solidarité des soldats avec les grévistes). Il a donc du céder.

C'est dans une ambiance houleuse, sans enthousiasme et à une courte majorité, que les communaux ont voté la reprise du travail que proposaient les syndicats CGT, CFDT, Autonomes à l'issue des dernières négociations. Ils obtiennent, après 14 jours de grève, une prime annuelle de 1 450 F pour tous, des augmentations par catégories, des avantages sur les titularisations, et le paiement à 75 % des jours de grève.

Mais beaucoup de problèmes restent en suspens (les 2 000 F mini, les 300 F d'augmentation pour tous) et si, comme le déclarait la CGT « l'action syndicale continue » les garanties d'obtenir satisfaction sur ces revendications semblent insuffisantes aux yeux de nombreux travailleurs.

## Librairie

### Liste n° 7

- LIRE LE CAPITALISME  
sur le capitalisme mondial & la crise  
Beaud Bellon François. Editions Anthropos 35,00
  - LA DEMOCRATIE INDUSTRIELLE  
Charles Levinson. Le Seuil 39,00
  - LES TRAVAILLEURS FACE AU CAPITALISME  
Culture & Liberté. Le Seuil 12,00
  - POUVOIR MILITAIRE & SOCIALISME AU PORTUGAL  
Pierre Naville. Editions Anthropos 27,00
- Prix total réel 113,00

NOTRE PROPOSITION : F. 100,00 FRANCO

Adresser Commande & Règlement à : Editions Syros  
9, rue Borromée 75015 Paris. C.C.P. 19706 28 Paris



## un coup monté

unité de production. La volonté de couler Lip correspond à une politique délibérée du patronat et du pouvoir, qui ont fait une croix sur la mutation technologique (montre à quartz) et tout le secteur horloger.

Doubs sont soumis à maintes attaques patronales de grande ampleur : c'est la répression contre les travailleurs des cycles Peugeot à Beaulieu-Mandeure, les procès contre les délégués syndicaux chez Bourgeois, la ferme-

contribue grandement au lâchage de toute l'horlogerie.

» (...) Aujourd'hui, la politique du conseil d'administration, c'est la politique d'Ebauches-SA.

» (...) Il est inimaginable de penser que Lip, étant donné l'avance technologique qu'il possède dans le domaine des montres à quartz, ne participe pas à un plan général concernant toute la branche horlogère.

» (...) Nous affirmons qu'il y a mieux à faire que cette politique suicidaire. Il faut mener une politique de vie. Nous réclamons de toute urgence une table ronde sur les problèmes de toute l'horlogerie entre les pouvoirs publics et tous les partenaires sociaux de la profession. Nous attendons la réponse du gouvernement et de la profession.

Par ailleurs, le conseil régional de la CFDT appelle à la constitution d'un comité de défense des travailleurs de l'horlogerie et de la micro-mécanique, dont les objectifs seraient de contraindre pouvoirs publics et patronat à établir un plan garantissant l'emploi des travailleurs intéressés et le développement de la région concernée.

Les militants du PSU, qui participent pleinement à l'action, appellent à une lutte puissante pour empêcher les licenciements ; ils ont formulé un certain nombre de propositions d'une stratégie offensive.

Bernard CHAZUEL ■



Le diktat du conseil d'administration de la Société européenne d'horlogerie qui patronne Lip est tombé lundi 5 avril. Le P-DG Sargueil a annoncé que le conseil d'administration ne voulait plus « poursuivre l'expérience », et que Lip était en cessation de paiement. A Besançon, le secrétaire général et trois directeurs ont démenti cette affirmation le 7 avril.

Il s'agit en fait d'un coup monté depuis quelques mois. Après le départ de Neuschwander, on a pu entendre diverses déclarations des administrateurs, laissant prévoir l'actuel bradage. C'est Francine Gomez, de Waterman, qui effraie les horlogers bijoutiers en annonçant un autre circuit de vente sans l'avoir organisé. C'est Renggli, d'Ebauches-SA (33 % du capital), qui réclame un « dégraissage », etc. C'est surtout, comme l'ont constaté les travailleurs de Lip, l'inexistence d'une politique de production et de vente. Comme si tout était fait pour entraîner le coulage de la boîte.

### Une région entière menacée

En fait, ce n'est pas seulement l'existence de Lip qui est en cause, mais bien celle de l'ensemble de l'industrie horlogère française, localisée dans le Doubs, et dont Lip est la seule manufacture et la plus grande

L'irruption de la montre à quartz a certes modifié la situation, mais l'incompétence patronale et la soumission du pouvoir aux USA sont de taille. Lorsqu'on sait que le salaire à 90 % (ASA) pendant un an des 893 Lip (sans compter les boîtes sous-traitantes et autres unités) représente plus de trois milliards d'anciens francs sans production, on mesure la nocivité du pouvoir qui refuse d'investir pour le développement de la région.

### Organiser la riposte et l'offensive ouvrière

Face à la volonté des patrons comme Riboud, Gillet, de liquider Lip, la lutte sera longue et difficile. Il est donc nécessaire de rassembler beaucoup de monde, pas sur la seule lutte des Lip, mais pour l'emploi en général dans toute une région, dans toute une branche.

C'est l'axe de bataille que l'ensemble des travailleurs de Lip ont choisi. Il s'agit de réaliser, parmi les Lip eux-mêmes, une unité intérieure plus solide. 48 heures après l'annonce des licenciements, des commissions sont déjà en place pour mener la lutte au plan local et régional.

Le patronat n'attend pas les élections de 1978. Il organise dès maintenant la répression et la restructuration. En effet, dans le même temps, les travailleurs du

ture d'ateliers de Rhône-Poulenc à Besançon et ailleurs.

Les travailleurs de Lip sont décidés à se battre. Les conditions ne sont certes pas celles de 1973, mais la volonté de combat, et de combat unitaire, existe. A l'assemblée générale du personnel du lundi 5 avril après-midi, la décision de tous de rester à son poste de travail a été prise à l'unanimité.

Les organisations syndicales CFDT, CGT et CGC, ont publié une déclaration dont nous extrayons les éléments suivants : « Le conseil d'administration, responsable juridique de la gestion, laisse pourrir la situation, détruit l'outil commercial, affole la clientèle et les fournisseurs.

» (...) Voici cinq mois qu'à Lip il n'y a plus d'activité commerciale normale. De la faute de son conseil d'administration, Lip perd 1 000 000 nouveaux francs par semaine de chiffre d'affaires, depuis le 1<sup>er</sup> février. Aujourd'hui ce même conseil mène Lip à l'impasse, à la cessation de paiement, aux licenciements.

» (...) En vérité, cette attitude du conseil cache autre chose : une politique délibérée contre Lip et l'horlogerie française. En réalité, Lip est le signe avant-coureur de la situation d'une profession, et un révélateur de tout ce qui se passe dans la branche horlogère. Le gouvernement, par sa politique actuelle,

## un appel à l'o

Les travailleurs de Lip, pour la sec machine judiciaire en marche qui, si très rapidement à la vente de la mar Lip, hors de France... à Ebauches-S

Les organisations syndicales CG lancent un nouvel appel à toute l'o peuvent, d'une manière ou d'une au disparition de cette entreprise.

Nombreux sont ceux qui déjà s'ind encore, handicaper toute une profe

Les pouvoirs publics sont informé rement responsables de cette situat

Le personnel de Lip ne cherche pa sa contribution à un plan de dévelo emplois de toute une région.

Les travailleurs de Lip et leurs se les activités de l'entreprise, d'hono service après-vente.

Tous ensemble, refusons la préma refusons les licenciements et le dé l'étranglement de toute une régio.



## une interview de Charles Piaget nationaliser Lip ?

Simplement, la situation n'est plus la même qu'en 1973 : il y a probablement une centaine d'entreprises qui luttent en permanence sur le thème de l'emploi, luttes dont on a été un peu les précurseurs. Mais, maintenant, elles durent des mois, de longs mois, et bien des travailleurs n'arrivent pas imposer une solution nouvelle pour leur entreprise et pour leur emploi.

TS : En 1973, il y a eu à travers toute la France un immense mouvement de solidarité, mais c'était l'une des premières batailles pour l'emploi. Aujourd'hui, la situation est différente. Dans quelles conditions penses-tu qu'il soit possible de mener et de populariser la lutte qu'il sera nécessaire de mener ?

Ch. P. : Toute la branche horlogère — des milliers d'emplois, plus d'une centaine d'entreprises — risque d'être touchée par cette crise. Mais il existe une possibilité potentielle de rassembler des travailleurs qui ont des problèmes assez proches les uns des autres, et qui habitent dans une même région, la Franche-Comté. Pour que cette possibilité devienne une réalité concrète, il faut un travail important de la part des organisations syndicales, des organisations politiques, des organisations écologiques, de toutes celles qui sont touchées par le problème de la désertification du Haut-Doubs. C'est à tous ceux-là d'essayer de rassembler le maximum de la population, de travailleurs, pour s'opposer à la politique des patrons, du pouvoir.

TS : Dans la dernière période, il y a eu des manifestations contre Lip, en particulier dans l'horlogerie du Haut-Doubs dont on a essayé de dresser les travailleurs contre vous. Quelles mesures avez-vous prises, quels contacts avez-vous pu prendre pour essayer de vous faire comprendre des travailleurs du Haut-Doubs et essayer d'unifier les possibilités de lutte avec eux ?

Ch. P. : Les patrons du Haut-Doubs ont bien essayé d'entraîner leurs ouvriers à faire l'union sacrée, mais, dans le même temps, ils ont cherché, dans bien des cas, à leur faire récupérer les heures de la grève...

Nous avons rencontré les syndiqués, les militants du Haut-Doubs, ceux de Besançon. Nous avons même eu des relations avec ceux d'Annemasse (où il y a de l'horlogerie) pour essayer de voir comment on pouvait répondre ensemble.

Les travailleurs du Haut-Doubs ne sont pas restés sans rien faire. Lors de rencontres, on essaie de mettre au point un comité de défense de la branche et de la région. Naturellement, on souhaite qu'il soit le plus large possible.

TS : Sur Besançon même, d'autres entreprises, et en particulier d'horlogerie, sont menacées. Essayez-vous de résister en commun ?

Ch. P. : Il y a eu deux fois des contacts entre les militants de Lip et ceux de la Rhodia. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'action commune. La Rhodia a tenté d'aborder de faire une jonction entre les usines du groupe afin de faire des actions à cet échelon-là. Mais il faut aujourd'hui une action plus précise.

TS : D'autres luttes importantes sont en cours : Rehaill à Fougères, le Livre, l'horlogerie... Une bataille unique de toutes ces grosses entreprises serait importante pour faire plier le pouvoir... Déjà fer de lance de la lutte sur l'emploi, les travailleurs de Lip pourraient-ils, à l'heure actuelle, lancer des initiatives allant dans ce sens ?

Ch. P. : Depuis le conflit Lip de 1973, nous n'avons jamais arrêté de rencontrer les travailleurs d'autres entreprises en lutte sur ce thème ; mais comme on travaillait, il nous était difficile de prendre en charge seuls l'organisation de telles rencontres, qui ont donc été essentiellement informatives. Il est aujourd'hui nécessaire de reprendre cette perspective : un groupe de camarades a été désigné pour renouer des contacts avec les entreprises dont la situation (licenciements, etc.) s'apparente le plus à celle de Lip. Nous commencerons ces rencontres au niveau régional. Mais des propositions syndicales plus larges sont nécessaires pour dépasser ces seuls échanges : de notre côté, nous allons essayer d'y contribuer. Mais ce ne sera pas facile.

TS : Un des arguments patronaux est la non rentabilité de l'entreprise. Que répondez-vous et quelle alternative proposez-vous pour développer Lip ?

Ch. P. : L'entreprise Lip est une manufacture : elle fabrique elle-même une grande partie des pièces, elle a un service de recherche. Elle ne se contente pas de faire un seul produit, elle essaie de progresser elle-même dans la technologie de la montre et, globalement, elle vend

400 000 montres par an. Un des objectifs de Neuschwander quand il a repris Lip était de dépasser ce cap de 400 000 montres.

En France, en dehors de Lip, il n'y a plus d'autres manufactures que Kelton. La production s'est spécialisée, elle est devenue tributaire, en amont, des firmes multinationales comme Ebauches-SA. Dans notre branche, c'est le marché capitaliste qui a imposé cette spécialisation. Cela rend toute la branche, y compris les fabricants de pièces détachées, très vulnérable. Cependant, parce qu'elle a un service de recherche et qu'elle est manufacture, Lip conserve un potentiel capable de dépasser cette situation, ce qu'aucune autre firme, faute d'infrastructure technique suffisante (manque de techniciens et d'ingénieurs), ne peut faire.

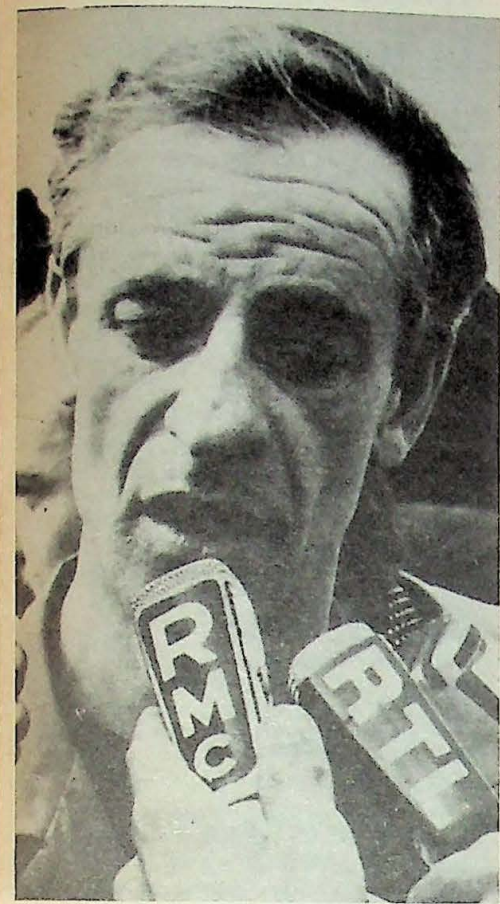
Pour faire face à la bataille internationale, à la loi du marché capitaliste, un plan horloger français aurait dû garantir le maintien des manufactures. Il y en avait dix en 1960 dans la région. Il n'y en a plus que trois. Mais il n'est pas trop tard : le service de recherche de Lip peut permettre d'aller plus loin, de diversifier la production. Ainsi, on peut développer la micro-mécanique, les équipements civils, la mécanique, pour qu'ils prennent une part plus importante dans le chiffre d'affaires. Mais cette volonté n'existe pas : les capitalistes trouvent toujours de bonnes raisons pour juger certaines productions non rentables.

TS : Penses-tu qu'une entreprise comme Lip organisée en Régie nationale pourrait faire bénéficier toute la branche horlogère, et notamment les petites et moyennes entreprises actuellement en difficulté, de sa technicité et de son service de recherche ?

Ch. P. : C'est vrai, la preuve en est que les patrons de Lip ont renoncé, sous prétexte que les profits étaient insuffisants. Pourtant, ils avaient projeté de se débarrasser de Lip pour mettre le service de la recherche au service de la profession.

Il y a donc beaucoup d'arguments pour que Lip soit nationalisée. Par là même, les pouvoirs publics pourraient utiliser Lip pour mener une politique volontaire dans toute l'horlogerie, et dont toute la branche pourrait bénéficier. C'est possible.

Propos recueillis par Pierre REGNIER



TS : Ainsi, vous êtes amenés à reprendre la lutte ?

Charles Piaget : Oui. De toutes façons, lorsqu'on a repris le travail en mars 1974, on voyait déjà se profiler la crise. On a donc été qu'à demi surpris, pendant le deuxième semestre 1975, quand la direction a parlé de crise, de difficultés de vente, de problèmes généraux de gestion.

## el des LIP inion

de fois, se trouvent sans patron avec une en ne l'arrête, aboutira inexorablement et e et des atouts techniques que possède e Suisse.

CFDT, CGC, l'ensemble du personnel, nion publique française, à tous ceux qui e, empêcher cette braderie, empêcher la

ment de voir arrêter une entreprise et plus ion.

et sont en connaissance de cause entière- n.

à jouer une carte solitaire, il veut apporter ément horloger français et défendre les

ons syndicales ont décidé de poursuivre e les commandes passées et d'assurer le

due fatalité économique, tous ensemble, antèlement, le bradage de nos acquis et



# Une direction qui fait de la « politique »

En RFA, les militants d'extrême gauche n'ont pas le droit de devenir fonctionnaires. En France, nous n'en sommes pas encore là. Pourtant, un certain contrôle tend à s'intensifier comme en témoigne le compte rendu d'une réunion entre les délégués du personnel et la direction du Crédit agricole des Deux-Sèvres, le 24 mars 1976, dont nous publions l'essentiel.

Si nous nous tenions aux présupposés de ces messieurs, de nombreux élus seraient aujourd'hui au chômage. Mais il est vrai que, pour les dirigeants du Crédit agricole, il pourrait y avoir des bons élus et des mauvais.

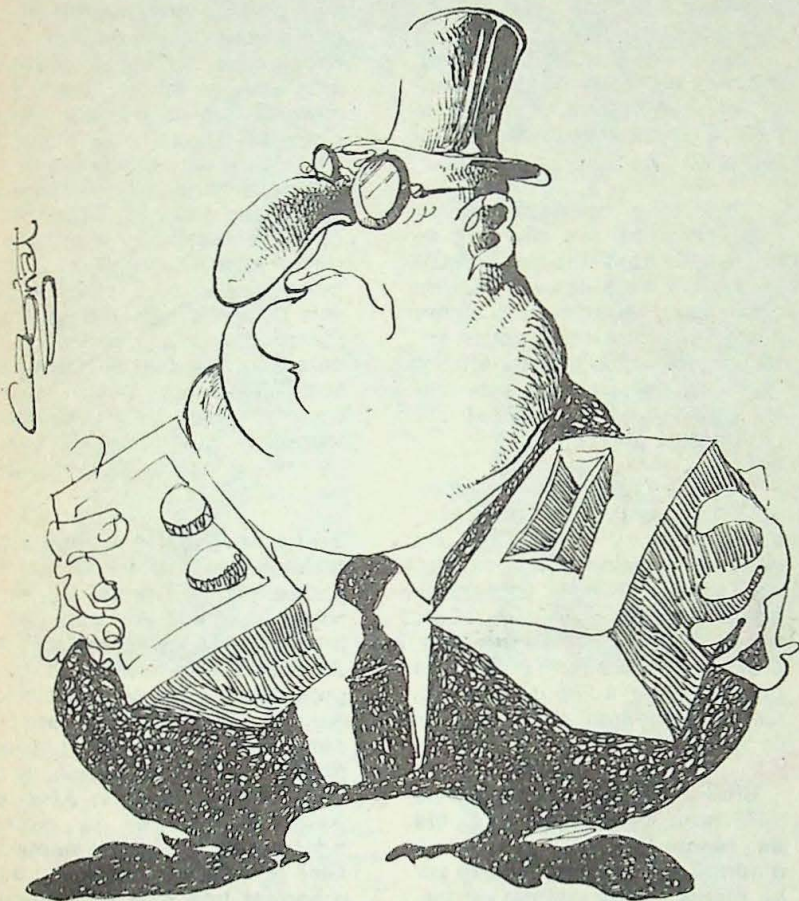
*liste dans de telles communes, pour les élections municipales. Ceci est encore plus vrai pour les élections cantonales (et parlementaires).*

*Chaque agent du Crédit agricole a, comme tout citoyen, une totale liberté de pensée. Il a également la liberté de se présenter à des élections politiques, mais il est souhaitable que ce soit, alors, en dehors de la commune où il exerce son activité professionnelle, afin de ne pas mélanger les deux genres, et qu'il n'y ait pas d'ambiguïté dans l'esprit des clients sur la qualité de celui auquel ils ont à s'adresser (pas de mélange entre politique et profession).*

*C'est dans cet esprit que, si un agent — et plus spécialement un chef de bureau — tient à se présenter à de telles élections dans sa commune de travail, la direction de la caisse régionale préfère le prévenir à l'avance qu'elle ne pourra pas lui garantir la stabilité dans son poste tout au long de son mandat, et qu'elle pourra être amenée à le changer de lieu de travail à l'intérieur du département.*

*La direction attire l'attention sur le temps indispensable aux élus pour participer aux sessions ou réunions et assurer la représentation qui leur incombe normalement à ce titre, et souligne l'inconvénient qu'il peut y avoir, sur le plan des résultats de l'activité professionnelle, à se laisser « enfermer » dans des catégories socio-politiques ou religieuses, au risque de « repousser » une partie de la clientèle.*

*Remarque: Seules sont visées par le présent exposé, les élections politiques, à l'exclusion des élections professionnelles dans le cadre du groupe électif (exemple: élections pour le renouvellement de la Chambre d'agriculture, collège salariés d'organismes agricoles).*



**Question:** Dans le but d'éviter toutes fausses interprétations, les délégués du personnel demandent, par écrit, la teneur des propos de la direction lors d'une réunion « cadres » au sujet des candidatures éventuelles aux élections à caractère politique et public.

**Réponse:** Le Crédit agricole mutuel est ouvert à tous et doit donc être au service de tous les clients actuels ou potentiels, quelles que soient leurs opinions philosophiques, religieuses, syndicales ou politiques.

Les agents du Crédit agricole doivent, à cette fin, être appréciés et admis par tous. Se présenter à des élections purement politiques constitue, dans la plupart

des cas, une manière de se « couper » d'une partie de la population, et cette partie peut parfois être importante en nombre. Il est donc souhaitable que les agents du Crédit agricole ne se présentent pas à des élections politiques afin d'assumer pleinement leur mission professionnelle.

Si, dans un bon nombre de communes, se présenter à des élections municipales ne constitue pas une prise de position politique, il n'en est pas de même dans les communes les plus importantes, et spécialement les chefs lieux de canton et les communes sièges de bureaux permanents du Crédit agricole. Il est donc recommandé de s'abstenir de se laisser inscrire sur une

## Politique dans l'entreprise

# une évolution importante de la jurisprudence

Les partis politiques de la gauche ont tenté, il y a quelque temps, de tenir des réunions dans les entreprises. Le patronat et le pouvoir avaient alors très vivement réagi, au nom de la neutralité du lieu de travail incompatible, disaient-ils, avec des réunions politiques.

□ Eh bien, là aussi, il y a des lézards. Le mythe de la neutralité dans l'entreprise est appelé à disparaître. Des tribunaux viennent, en effet, de prendre en la matière des décisions spectaculaires, en reconnaissant aux travailleurs le droit aux réunions politiques sur le lieu de production. Le tribunal de grande instance de Saint-Etienne dans un arrêt du 2 février 1976, celui de Paris dans plusieurs arrêts du 3 mars 1976, ont refusé de suivre plusieurs directions d'établissements qui voulaient faire condamner des comités d'entreprise pour avoir prêté leurs locaux au parti communiste.

## Un droit démocratique reconnu

De telles décisions marquent une avancée importante de la jurisprudence favorable aux travailleurs. Il faudra sans doute attendre d'autres décisions dans le même sens des cours d'appel et de la Cour de cassation pour que ce droit soit bien établi, mais, déjà, les travailleurs peuvent utiliser à leur avantage les jugements de Saint-Etienne et de Paris qui révèlent les hésitations et les difficultés idéologiques de l'appareil judiciaire. Les raisons pour lesquelles la bourgeoisie reconnaît le droit aux réunions politiques dans l'entreprise importent peu. Mais on aurait tort de négliger de telles armes dans la bataille de classe. A nous de les utiliser, de les aiguïser et d'emporter des victoires.

## Quelles réunions politiques ?

Les tribunaux ont jugé que les comités d'entreprise peuvent organiser, dans les locaux dont ils ont l'usage (même s'ils sont mis à leur disposition par la direction), des réunions d'information à caractère politique. Le règlement intérieur de l'entreprise ne peut empêcher de telles réunions, ni les soumettre à autorisation de la direction. Elles sont de droit. Le comité d'entreprise a toute latitude pour inviter les personnes de son choix, même étrangères à l'entreprise, et la direction ne peut pas s'y opposer.

Ces décisions prennent valeur de principe. Elles combattent les thèses réactionnaires du patronat et doivent permettre un développement des activités culturelles et politiques des comités d'entreprise qui pourront donc inviter des personnalités politiques. On peut penser que la logique permettra d'inviter des personnalités autres que politiques, extérieures à l'entreprise : syndicalistes des centrales syndicales, délégués du personnel et membres de comités d'entreprise d'autres établissements pour des réunions inter-syndicales ou inter-entreprises, militants d'autres associations.

Bref, c'est aux travailleurs d'imposer par leur pratique une nouvelle application de la législation. Gageons que les militants du PSU, qui se battent dans la perspective du contrôle ouvrier sur tous les aspects de la vie, n'y manqueront pas.

Xavier BOLZE ■

Pour un avant-goût des vacances...  
Une place de charter pour... Là-bas...

## Découverte et culture, loisirs

4, rue D'Aligre - 75012-PARIS



# Avorter à Besançon

En 1974, le MLAC pratiquait 500 avortements à Besançon, et organisait de nombreux voyages à l'étranger, puis il a arrêté sa pratique pour forcer le gouvernement à promulguer une nouvelle loi. En 1975, la loi Veil est votée mais les avortements se font toujours dans les cliniques de la ville pour un minimum de 900 F, plus souvent pour 1 400 F avec obligation de payer en argent liquide à l'entrée. La méthode est généralement le curetage sous anesthésie générale.

□ A l'hôpital, le chef de service de la maternité (militant UDR) interdit toute pratique d'interruption volontaire de grossesse (IVG) bien qu'il ait créé son propre centre d'orthogénie. Le directeur du CHU, désireux de faire appliquer la loi (pour obtenir une bonne note gouvernementale), est favorable à l'ouverture d'un centre à l'hôpital.

## Un centre qui fonctionne

Les forces progressistes de Besançon (militants du MLAC, du Planning familial, de la MNEF, du PSU, conseillers conjugaux) se sont regroupées dans un mouvement appelé le CICS (Centre d'information et de consultation sexuelle). L'objectif du centre est triple : imposer la création d'un centre d'avortement à l'hôpital en relation avec le CICS, prendre en charge la plus large information de la population afin de limiter au maximum le recours à l'IVG, développer une véritable réflexion sur la sexualité.

Le premier objectif, la création du centre d'IVG, a été atteint grâce aux efforts conjugués du directeur et du CICS. Il fonctionne au sein de l'hôpital, dans des locaux à part de la maternité, depuis le 25 novembre 1975. Trois avortements sont pratiqués par jour selon la méthode Karman (sous anesthésie générale). Le coût est de 500 F avec une journée d'hospitalisation. La prise en charge par l'aide médicale gratuite pour les personnes démunies est assez facile. Le principe de l'anesthésie générale a été adopté en grande partie à cause du peu d'expérience au départ de l'ensemble des médecins. Actuellement, quelques IVG commencent à être effectuées sans anesthésie.

Le fonctionnement du centre est assuré par une sage-femme, une aide soignante, un ASH à temps plein, une infirmière à mi-temps, une quinzaine de médecins vacataires. Il y a un grand nombre d'adhérents au CICS, ce qui a permis de créer un rapport de forces à l'intérieur. Les médecins ont tous une autre activité (généralistes, spécialistes, hospitaliers). Les entretiens psychologiques, obligatoires pour les

d'analyser la pratique dans le centre d'avortement et de l'adapter réellement aux besoins de la population. Il est quelquefois demandé aux femmes avortées d'y participer. Le but est de créer un véritable centre d'orthogénie. Pour cela, il faut des locaux, une équipe permanente d'animation, donc des crédits que la municipalité (socialiste !) est très réticente à accorder. Le CICS accueille en son sein toute personne intéressée



femmes avant l'IVG, sont assurés dans la mesure du possible par une personne du CICS formée en ce sens. Un questionnaire très détaillé est mis au point ; il accompagne la femme dans toutes ses démarches, de sorte qu'à la sortie, elle ait le maximum d'informations et le minimum de culpabilisation.

## Les non-techniciens du sexe

Des assemblées générales sont régulièrement convoquées, afin

sée par les questions de la sexualité et de la contraception. Or, dans sa composition actuelle (médecins, para-médicaux, psycho-sociologues), on voit mal comment intégrer les non-techniciens du sexe, c'est-à-dire les travailleurs et leurs organisations. Ceci étant primordial dans une stratégie de contrôle populaire. Le débat est actuellement ouvert et des contacts sont pris avec des organisations de gauche.

D.L. ■

## Imetal

Après avoir célébré l'année de la femme, Giscard prétend réformer l'entreprise, en s'appuyant sur le rapport Sudreau. Trois directeurs d'Imetal (ex : Le nickel — Pennaroya — Mokta) ont collaboré à ce rapport. Or, malgré l'accord signé dans la métallurgie sur les classifications, la direction a

déqualifié la grande majorité des travailleuses du siège social. En riposte, une soixantaine de membres du personnel, s'appuyant sur une pétition largement signée, interviennent avec les déléguées CFDT au comité de direction du holding pour demander la négociation de nouvelles classifica-

tions. Réponse de la direction : lettre recommandée avec accusé de réception menaçant cinq déléguées syndicales et une déléguée du personnel CFDT de licenciement. Après l'année de la femme, faudrait célébrer pour ces messieurs l'année des femmes dociles. Celles d'Imetal la refusent.

Y.S. ■

## Etudiants

# quelles perspectives ?

□ Pour la première fois depuis bien longtemps, 20 000 étudiants sont descendus dans la rue, le 18 mars, à Paris, et ont centralisé leur lutte contre la réforme du second cycle.

A Nanterre, plus de 5 000 étudiants, venus de toute la France, ont confronté leurs expériences : cahiers de revendications par matière, auto-organisation démocratique, liaisons avec les enseignants et les travailleurs, popularisation et explication de leurs revendications dans les quartiers. Ces cahiers de revendications favorisent une prise en charge par les étudiants de leurs problèmes quotidiens (pénurie budgétaire, sélection, contenu des enseignements). Ils sont les instruments qui permettront au mouvement d'élaborer une plate-forme unifiante et offensive contre la réforme.

L'appel, lancé par les étudiants rassemblés à Nanterre et repris à Amiens, à une coordination nationale des facultés en lutte, le samedi 10 avril à Amiens, va dans ce sens. Cette coordination devra se donner toutes les garanties possibles de démocratie pour proposer de nouvelles formes de lutte capables de mettre en échec le pouvoir : blocages des dossiers d'habilitation par l'occupation des conseils d'UER et des locaux administratifs ; manifestations devant les ANPE, les chambres patronales, le ministère du Travail ; organisation dans les facultés de contre-cours, de forums par matière ; utilisation, en liaison avec les enseignants et le personnel administratif, du matériel existant (reproduction, audio-visuel...).

Mais le mouvement doit aller plus loin, prendre à contre-pied la réforme, opposer aux « groupes d'étude technique » à participation patronale des groupes étudiants-travailleurs qui débattront sur la formation permanente, l'emploi et l'éducation critique ; opposer, au chantage aux examens, une liaison enseignants-étudiants pour bloquer le contrôle continu et les examens jusqu'à la satisfaction des revendications.

La réforme du second cycle n'est qu'un maillon du plan de restructuration capitaliste de l'école. C'est contre toute la chaîne qu'il faut lutter. Dans les lycées, la lutte s'engage contre les décrets Haby. Le SGEN-CFDT appelle à une grève administrative pour engager la lutte contre l'auxiliaire. Déjà, dans certaines facultés, des sections du SNES-Sup se prononcent pour la grève. L'unité avec les enseignants et le personnel est une condition de notre victoire.

Patrick GRANDOIS -  
Jean Jacques LEBRAS ■



# LA FIN DES ILLUSIONS

Les éléments les plus obtus du « bunker » persistant à voir en Manuel Fraga Iribarne, vice-président du gouvernement et ministre de l'Intérieur, un dangereux révolutionnaire chargé de liquider le franquisme, leur cri de ralliement reste : « Franco, si ! Fraga, no ! Fraga, au poteau ! »

## un dangereux révolutionnaire ?

Mais les secteurs moins politiquement analphabètes de l'extrême droite sont enfin rassurés : ils comprennent que les promesses de réforme du senor Fraga sont à usage exclusivement externe et, à la suite du leader des guerilleros du Christ-Roi, Sanchez Covina, ils lui apportent leur appui. D'autant que leur position à l'intérieur de l'oligarchie au pouvoir se renforce : l'organisation « syndicale » fasciste vient de désigner un pur et dur du franquisme le plus orthodoxe, Dimitrio Martia Sanchez, pour la représenter au Conseil du royaume. Or, cet organisme de dix sept membres est chargé de conseiller le roi sur les problèmes les plus importants et exerce en fait une surveillance étroite sur le gouvernement.

Le gouvernement lui-même est de plus en plus profondément et irrémédiablement divisé. Le pari sur lequel était fondé son existence (le passage, par la « réforme », de la dictature franquiste à la « démocratie » franquiste, c'est-à-dire le suicide de l'oligarchie politique au pouvoir depuis quarante ans) s'avère aujourd'hui impossible à tenir. Toute la manœuvre des héritiers de Franco reposait sur un certain nombre d'illusions : illusion de pouvoir changer le régime sans toucher à ses institutions, illusion qu'une partie de l'opposition écrasée pendant quarante ans se prêterait à ce jeu, en bref, illusion que la classe ouvrière, les masses populaires et les peuples d'Espagne, se contenteraient des concessions que daignerait lui promettre le nouveau gouvernement du régime franquiste.

## le noyau le plus dur

Ces illusions se dissipent aujourd'hui. Le régime franquiste ne peut que se replier sur son noyau le plus dur pour survivre. Tous ses actes le prouvent depuis la grève du métro de Madrid, la militarisation des services publics en grève (postes, chemins de fer, police municipale et pompiers de Barcelone), la répression de plus en plus sauvage des manifestations de rues. Celle-ci, qui a culminé avec les quatre tués de Vittoria, continue : la police armée a tiré des balles de caoutchouc sur les

Après le trouble et l'émotion, bien compréhensibles, suscités par la mort de Franco, les choses rentrent dans l'ordre dans l'Espagne franquiste. Chacun retrouve la place qui doit être la sienne : les officiers insolents de l'Union militaire démocratique (UMD) dans les cachots des forteresses, les manifestants au bout de la ligne de mire des mousquetons de la police armée et Marcelino Camacho à la prison de Carabanchel.

10 000 manifestants qui, à l'occasion de la visite de Juan Carlos à Séville, réclamaient l'amnistie, les libertés démocratiques et le déblocage des salaires.

Ce durcissement du régime est parfaitement illustré par la colère de Fraga, qui passait pour l'un des libéraux du gouvernement, à la nouvelle de l'accord entre la junte démocratique et la plate-forme de convergence : « Ça suffit ! Finie la tolérance ». Contrairement aux promesses de libéralisation, il ne s'agissait pas là de paroles verbales : quatre des porte-parole de la toute nouvelle coordination démocratique allaient sans tarder prendre le chemin de la prison de Carabanchel, sous l'inculpation d'atteinte à la forme de l'Etat et avec trente années de prison à la clé.

## l'opposition se regroupe

En effet, ce qui marque la fin des illusions, c'est l'accord intervenu entre la junte démocratique et la plate-forme de convergence démocratique, respectivement animées par le PCE et le PSOE. Les deux regroupements de l'opposition au régime ont fusionné pour former la coordination démocratique.

Ainsi se trouvent unis sur un programme de rupture démocratique la plupart des principaux partis d'opposition, y compris certains mouvements d'extrême gauche et une partie de la démocratie chrétienne, ainsi que les commissions ouvrières et l'UGT (centrale syndicale d'obédience socialiste). Cela met fin à l'espoir caressé par les libéraux du régime, ou prétendus tels, de pouvoir attirer une partie de l'opposition en enfermant le PCE et l'extrême gauche dans un ghetto. La tentative d'ouverture au centre en vue d'une démocratisation limitée a échoué ! Au contraire, deux blocs paraissent se constituer après quatre mois de franquisme sans Franco : l'un qui ne cherche que la survie du régime quoiqu'il en coûte, l'autre qui ne cherche que la destruction de ce régime. Les « réformistes » du gouvernement devront rapidement choisir leur camp.

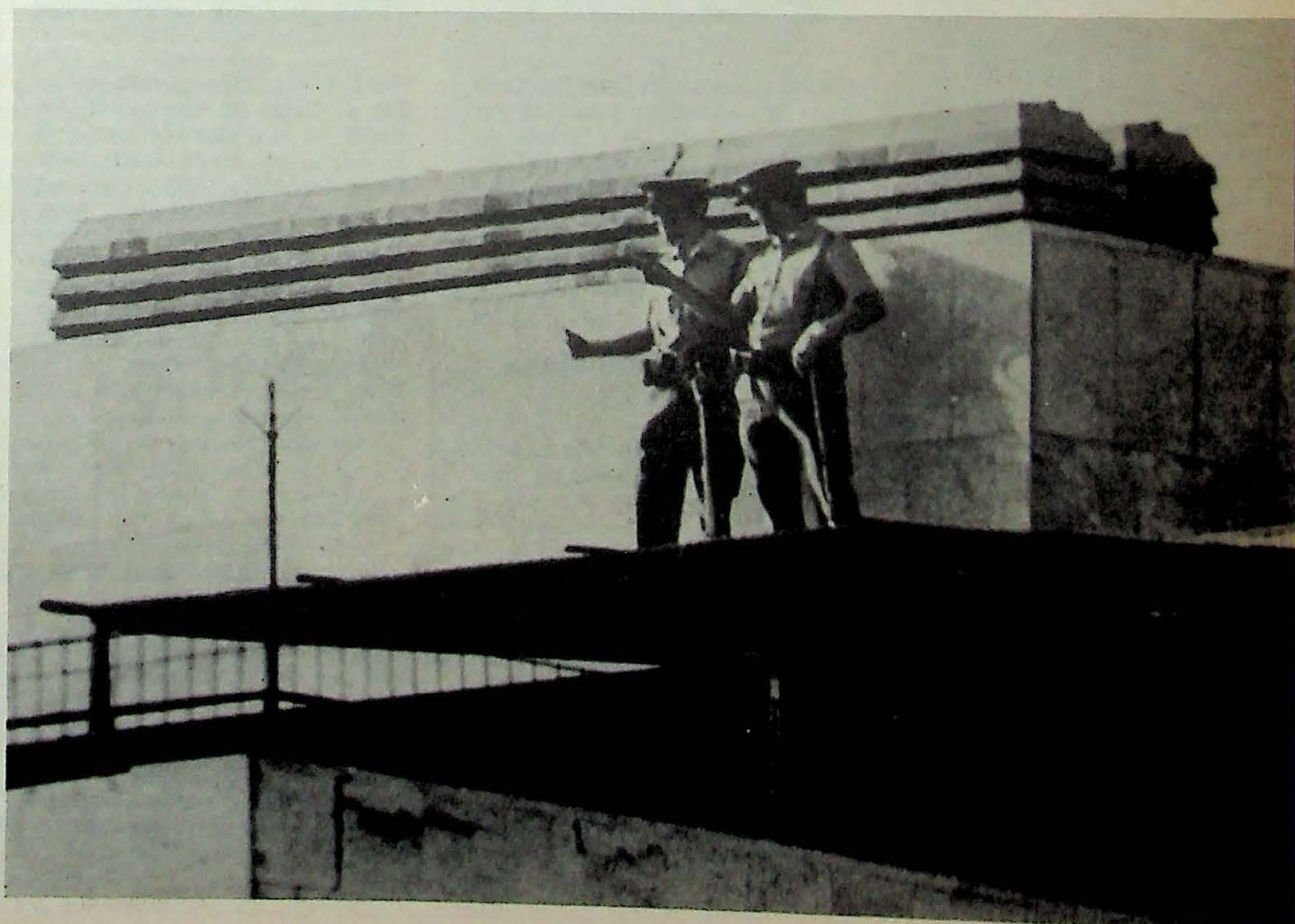
Face au régime franquiste, s'est donc construit ce que l'on ne veut surtout pas appeler un Front populaire avec pour programme : « La libération des prisonniers politiques et syndicaux, le retour des exilés, l'amnistie, le plein exercice des droits de l'homme, la reconnaissance de tous les partis politiques sans exclusive, la liberté syndicale, la fin

du syndicat officiel, la reconnaissance des nationalités et des régions, la suppression des juridictions d'exception, la rupture démocratique moyennant l'ouverture d'un processus constituant qui conduise, à travers une consultation populaire au suffrage universel, à une décision sur la forme de l'Etat et du gouvernement. »

## unitaire à la base

Un large processus unitaire est donc mis en œuvre. Déjà acquis en Catalogne, au Pays basque et en Galice, il s'étend à tout le pays et trouve ses premiers prolongements sur le plan syndical en Biscaye avec la création d'une coordination ouvrière syndicale (COS) qui regroupe l'USO, l'UGT, l'ELA, la STV et les commissions ouvrières. Ce mouvement est d'autant plus riche d'avenir qu'il n'est pas limité à la seule réalisation d'accords entre appareils politiques ou syndicaux, mais s'appuie au contraire sur un vaste mouvement de masse unitaire à la base, qui continue de se développer dans les luttes (chez Michelin à Valladolid, à la compagnie du téléphone dans toute l'Espagne, dans les hôpitaux de Madrid...). Les nouveaux développements enregistrés sur le terrain proprement politique, avec la création de la coordination démocratique et la crispation du régime, ne peuvent que donner une nouvelle impulsion à ce mouvement unitaire et lui permettre d'en finir avec la dictature franquiste.

Alain NOEL ■





# une phase décisive

Les pressions extrêmement fermes exercées sur les protagonistes (en premier lieu par les Syriens) et l'internationalisation à visage découvert de la guerre civile sont le signe même du caractère incontrôlé pris par les événements et des inquiétudes très vives qu'inspiraient aux bourgeoisies arabes et aux grandes puissances l'évolution de la situation au Liban.

L'offensive du rassemblement « palestino-islamo-progressiste » a considérablement modifié le rapport de forces sur le terrain, au point d'alarmer sérieusement Damas et les grandes puissances. La partition, brandie un temps par les Phalanges et Soleyman Frangié, deviendrait-elle un fait consacré par les positions militaires ? Le remue-ménage dans les milieux politiques libanais et diplomatiques n'indique pas une telle option, encore que bien des inconnues demeurent.

## L'enjeu au Liban

Soleyman Frangié s'effacera-t-il ? C'est la clé d'une solution réalisant le transfert du pouvoir de l'oligarchie (représentée par la direction S. Frangié-Pierre Gemayel-Camille Chamoun) à la bourgeoisie maronite et musulmane, et conduisant à des réformes timides des institutions. Les noms avancés pour succéder au président Frangié correspondent bien à une telle orientation.

Les forces réactionnaires chrétiennes sont acculées à la défensive. Les défections au président Frangié se multiplient. L'envoyé américain semble vouloir faire entendre raison aux ultras. Les Etats-Unis (ainsi que l'indique le communiqué Ford-Husseïn du 30 mars), la France, l'URSS et la Syrie s'emploient à imposer une solution dans le cadre du maintien de « l'unité nationale du pays », et sous le parrainage de Damas. Les Etats-Unis craignent trop — après avoir armé et financé les phalanges, initiatrices avec Soleyman Frangié de la guerre civile — que, des développements de la situation au Liban, résulte une situation incontrôlable au Moyen-Orient qui détruirait le travail de Kissinger. Les grandes manœuvres diplomatiques sous la houlette américaine se poursuivent.

La Syrie désormais y participe activement, ainsi que l'indiquent son alliance avec Hussein, son attitude au Liban et à l'égard de la résistance palestinienne. La Syrie était prête (seul le refus d'Israël l'a écartée) à une intervention militaire directe au Liban pour sauver la mise aux Phalanges et à Frangié et imposer une solution « en douceur ». Elle est prête à faire jouer militairement la Saïka contre les autres composantes de l'OLP (d'où la réconciliation Y. Arafat-G. Habache) et contre les

**La « journée de la terre » du 30 mars, un mouvement de masse sans précédent dans les territoires occupés, une trêve précaire de dix jours au Liban constituent les faits les plus récents d'une situation toujours déstabilisée au Moyen-Orient. Il est désormais clair pour toutes les parties en présence qu'à nouveau une phase décisive est engagée, dont l'enjeu oscille entre un règlement global et une nouvelle conflagration dans la région.**



« forces islamo-progressistes ». K. Joublatt a dénoncé le blocus sur les armes opéré par la Syrie. Damas cherche également la mise en tutelle serrée de la résistance palestinienne, dans la perspective d'un règlement global au Moyen-Orient et dans celle de la guerre civile au Liban.

En effet, cela permettrait à la Syrie, tout en suivant sa propre stratégie de règlement diplomatique du conflit avec Israël, de contrôler les réformes institutionnelles et la stabilité politique au Liban, tant pour des raisons économiques (afflux de capitaux vers Damas en provenance de l'Occident « rassuré ») que politiques (problème des minorités nationales syriennes).

## Les Palestiniens du défi

Or, le renforcement du « front des forces progressistes » est lié tout autant à la montée de la lutte des classes qu'à la présence de la résistance palestinienne. Toute solution au Liban passe par la liberté de mouvement de la résistance palestinienne, alors que les forces réactionnaires chrétiennes rêvaient d'un nouveau « Septembre noir ». La résistance gêne et refuse de se laisser neutraliser ; sa politique reste toutefois le programme en dix points de 1974.

C'est bien autour de la lutte pour la libération des territoires occupés et de l'instauration d'un Etat palestinien, que s'opère le renforcement du mouvement des masses palestiniennes en Cisjordanie, et maintenant à l'intérieur même d'Israël. L'affaire du « mont Moriah » (1), la « judaïsation » de la Galilée par l'expropriation des Arabes (650 hectares sur les 2 000) et l'installation de colons juifs, le projet d'« autonomie administrative » en Cisjordanie avec élections municipales « libres » le 13 avril, sont autant de faits nouveaux de l'occupation israélienne qui donnent lieu au mécontentement de la population arabe et à un vigoureux mouvement de masse durement réprimé (le bilan des journées des 29 et 30 mars est de six morts, une soixantaine de blessés et près de trois cents arrestations).

C'est avec stupeur que le gouvernement israélien a découvert l'ampleur de la rupture avec les « Arabes israéliens », lors de la « journée de la terre » du 30 mars à l'initiative du parti communiste Rakah. C'est un échec cuisant qui vient singulièrement aggraver la situation du gouvernement israélien : situation économique catastrophique, scandales, poussée des ultras, développement de mouvements revendicatifs, radicalisation et renforcement du

mouvement de masses dans les territoires occupés, isolement international.

Pour y répondre, le pouvoir israélien flotte et réprime. Initialement homme lige des Américains, Rabin ne peut plus ignorer le double avertissement : la casure avec les Arabes d'Israël et le discours du représentant américain au Conseil de sécurité lors du débat portant sur l'occupation israélienne. Les pressions sévères que les Américains exercent sur le gouvernement israélien, comme leurs prises de positions et leurs menées de ces derniers mois, font penser que les Etats-Unis — de même que les bourgeoisies arabes — sont pressés de parvenir à imposer leur « paix » au Moyen-Orient. Y parviendront-ils jamais ?

C. GRANCLEMENT ■

(1) Lieu saint islamique à Jérusalem où sont venus prier par provocation des membres du Betar.

## une importante déclaration de l'OLP

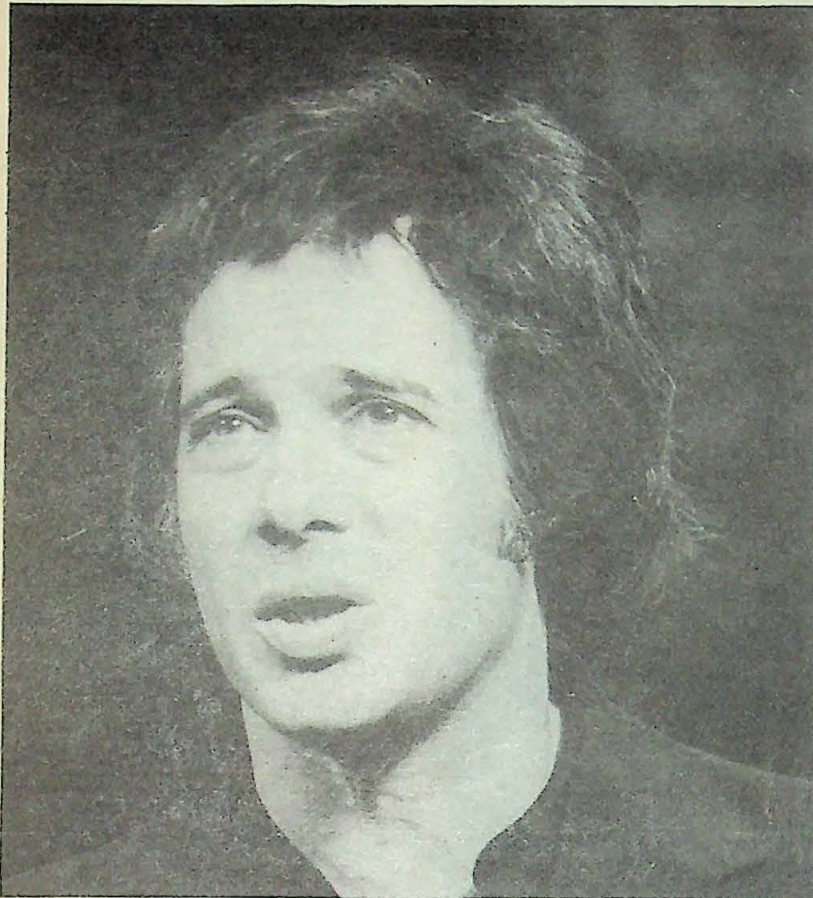
Sur l'initiative du Mouvement mondial pour la paix, a eu lieu à Athènes, les 9 et 10 mars, une rencontre à laquelle ont participé 10 organisations internationales et 19 organisations nationales. La délégation israélienne était composée de Nathan Yalin-Mor et Ouzi Burstin, celle de l'OLP de Abdala Chourani et de Moustafa Malchous. Etaient présentes aussi des délégations de Jordanie, d'Egypte, de Syrie et du Maroc.

A la conférence de presse finale le représentant de l'OLP a fait la déclaration suivante : « Nous estimons hautement l'activité des forces de paix et de démocratie en Israël, qui luttent pour une paix juste et stable au proche-Orient et qui défendent les droits nationaux du peuple palestinien. Nous luttons pour la création de notre Etat national sur les territoires occupés depuis 1967. En même temps nous rêvons, comme l'a déclaré Yasser Arafat, le président de l'OLP, du jour où pourra être créé dans tout le pays un Etat démocratique. La réalisation de ce rêve sera le résultat de la lutte commune des Juifs et des Arabes palestiniens. Nous savons bien que, sans l'approbation des juifs à cette idée, la création d'un seul Etat démocratique ne sera pas possible. Il sera créé seulement sur la base de la libre volonté des deux peuples. » Abdala Chourani a, en outre, affirmé qu'on peut considérer cette déclaration comme position officielle de la direction de l'OLP.



# Bedos, fais-nous rire ! Sélection radio TV

Bedos vient de sortir ses mémoires, Je craque (1). Dans la presse de gauche, c'est la ruée. Ailleurs, au Monde, à France-Soir, au Figaro, on est silencieux. Ces mémoires, c'est comme un trop-plein qui déborde, un coup de gueule, et un coup de gueule à gauche, très à gauche même. Guy Bedos se situe politiquement et avec une sincérité, une sensibilité, qu'on trouve à toutes les pages de son bouquin. Son livre, ses sketches suscitent un fort courant de sympathie à l'extrême gauche. On avait vu Bedos à la fête de LO, à celle de Rouge. On le verra à la fête du PSU.



L'humour, que l'on taxait de démobilisateur, reprend droit de cité. Un certain esprit de sérieux, une rigueur cassante, classaient trop facilement ces artistes : ceux à droite (les réformistes), et puis les militants qui doivent comprendre, voire qui doivent produire selon leur stratégie politique. Bedos bouleverse ces classifications. Nous l'avons rencontré. Pas une interview, un contact. Ce qu'il nous a dit, vous le trouverez dans son livre. Achetez-le, empruntez-le, mais lisez-le. C'est un livre chaleureux, sans effets de style. En discutant, on a retrouvé le même langage, un contact direct, très simple. Les yeux de Bedos pétillent de malice derrière ses lunettes. Et puis une très grande pudeur, de la gentillesse et des blagues, des blagues, toujours, tout le temps, pour casser tout formalisme, prendre du recul, rire, de sa sincérité, des travers sociaux.

## « Je les provoque »

Justement, autour de lui, on ne parle que de sport : « Hé, dis donc, tu as vu le match ? — Ouais, terrible ! ». La France co-cardière, sportive et en pantoufles. A côté de nous, un journal traîne : « Tiens, justement, on ne voit que ça ici, l'Equipe ». Il y a quelque temps, Bedos a été à Saint-Etienne. Il y a vu un phénomène de masse, « la France de

Guy Lux et de Roger Couderc » si vous voulez. Des foules immenses qui vont applaudir et hurler pour un match de football. « Vous vous rendez compte, toute cette énergie qui se met dans des trucs comme ça ? Alors, quand je les retrouve au spectacle, je les provoque, je les interpelle. »

C'est toute une attitude culturelle qui est en jeu. Lors d'une polémique avec Guy Lux, Bedos mettait les choses au point : « Vous, vous cherchez à endormir les gens, à les chloroformer ; moi, je cherche à les réveiller ». A les rendre moins cons, quoi ! Con, un mot qui revient souvent dans son livre. Ça n'a pas l'air d'être une analyse politique très fine, mais c'est une réaction à fleur de peau. Quand nous, nous analysons les mentalités petite-bourgeoises, l'aliénation, l'idéologie dominante, les racines de la psychologie de masse du fascisme, nous ne faisons que décrire théoriquement quelque chose que Bedos tente d'incarner dans ses sketches. On peut visualiser, reconnaître les personnages qu'il campe. Les cons chez Bedos, c'est comme la gueule du Beauf de Cabu.

Marrakech, un sketch contre le racisme. Bedos et Daumier incarnent un couple de Français moyens qui vont par avion au Maroc. L'hôtesse, le pilote, que des

Arabes... Les gens rient. « Bien sûr, il y a un danger : ceux qui réagissent au premier degré. « Qu'est-ce qu'il leur met, aux ratons ! » Mais, en écoutant l'ensemble des sketches, les gens comprennent ». Quand Bedos passe sur scène maintenant, il dialogue avec le public. Il « craque » un peu plus. « Mais je ne vais tout de même pas leur donner le mode d'emploi ! ». L'humour, au second degré, c'est une réflexion. « Je ne sais pas si l'humour est de gauche, mais la bêtise est fatalement de droite. »

## mode d'emploi

On pourrait faire encore une longue analyse théorique sur l'humour et la politique, on préfère citer deux anecdotes tirées du livre.

« Je me souviens... Mai-68 : coup de fil. — Allo, ici X, membre du bureau du Groupe Z. On ne t'a pas vu à la réunion. — Quelle réunion ? — Y'avait une réunion cet après-midi... On ne t'a pas vu. — Moi, m'échauffant doucement : Et pourquoi on m'aurait vu... Je vais où je veux non ? — L'autre, sur le ton implacable des justiciers de Camus ou de Sartre version 68 : Il faut que tu viennes t'expliquer devant le bureau... Si tu n'es pas là à 6 heures, on enverra une brigade te chercher... — Vous commencez à me casser les c...tous ! Allez vous faire enc... toi et ta brigade et si tes potes se pointent chez moi, dis-leur que j'ai un couteau. Etc... pour finir par un « Ah ! Ah ! je t'ai bien eu, c'est Jean-Louis, hi ! hi ! hi !... »

Toujours en 68 : « Dans une AG d'artistes, dans un climat d'occupation de lieu de travail, un ami, pour détendre l'atmosphère, balance à la cantonade ; « Les gars ! vous savez que j'occupe le Guignol du Luxembourg ! ». Sophie et moi, évidemment écroulés. Autour de nous, rien, pas un sourire. Le

## Dimanche 11 avril

A 20 h 30 sur FR 3 une nouvelle émission en direct : Les visiteurs du dimanche soir, produite et animée à tour de rôle par Jean-François Kahn, Anne Sinclair, P. Gianolli, Jean-pierre Kalfon. Cette première émission traitera de l'information et de ses rapports avec les journalistes, l'argent, l'objectivité.

## Lundi 12 avril

A 20 h 30 sur TF 1, un film : La légende Jess James. Plaidoyer contre l'injustice souvent à l'origine de la criminalité.

## Mercredi 14 avril

A 20 h 5 sur France-Culture, un documentaire : Du doute à la révélation, la Chine pour le monde occidental. Essai pour cerner le discours « que le monde occidental tient aujourd'hui sur l'expérience politique et sociale chinoise. »

## Jeudi 15 avril

A 20 h 30 sur FR 3, un film : Un château en enfer de Sydney Pollack.

## Vendredi 16 avril

A 20 h 30 sur FR 3 : Ailleurs, l'affaire CIA. Jusqu'à quel point les services secrets sont-ils nécessaires et compatibles avec la démocratie.

A 22 h 35 sur A 2, ciné-club : Le secret derrière la porte de Fritz Lang. Le génie de Fritz Lang s'y révèle tout entier, et essentiellement dans la mise en scène.

vent glacé de la réprobation... Aïe, l'humour et la politique ! C'est ce que je reproche à certains types de gauche. C'est de se faire de la gauche l'idée qu'on s'en fait à droite : hargneuse, intolérante, flicarde... »

MICHEL, MARIE-JOSÉ, SIMONE ■

(1) Je craque, aux éditions Calmann-Levy.

## psu documentation

Vient de paraître

N° 106-107 LE P S U Le Parti de l'Autogestion Socialiste F.4.00

### Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2.00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2.00
N° 26 Rosa Luxemburg	1.00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2.00
N° 51 Le recrutement	1.00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3.00
N° 56-57 Sionisme et libération	4.00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6.00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4.00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4.00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4.00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4.00
N° 100-101 1970 / 73 Les femmes dans l'unité populaire	4.00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2.00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6.00

Abonnement : 20 N° F.30.00 A adresser à : EDITIONS SYROS  
9 Rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS



Michel Foucault n'est pas seulement un philosophe « prestigieux », mais un des instigateurs du groupe information prisons (GIP). Sa pensée retrouve l'esprit et la méthode de mouvements superstructurels de contestations actuels (GIS, GIA, Sexpol, CAP). Son livre est non seulement l'occasion d'un débat nouveau sur le rapport Etat-pouvoir-institutions, mais également une sorte de bilan de ces nouvelles expériences militantes.

## une nouvelle peste : la contestation

Michel Foucault interroge la société. « D'où vient cette étrange pratique, et le curieux projet d'enfermer pour redresser, que portent avec eux les codes pénaux de l'époque moderne ? Un vieil héritage des cachots du Moyen Age ? Plutôt une terminologie nouvelle ».

La société capitaliste moderne est, pour Foucault, une immense machine de surveillance, un ensemble de procédures pour quadriller, contrôler, mesurer, dresser les individus, les rendre à la fois « dociles et utiles ». Exercices, manœuvres, prestations, rangs, places, classements, examens, enregistrements sont les instruments d'assujettissement des individus dans les institutions : hôpitaux, armée, écoles, collèges, ateliers... La règle maîtresse de ces institutions : la discipline. La prison que décrit Foucault est le modèle majeur d'un enfermement qui forge l'ensemble des rapports sociaux. La société développe des procédures d'exclusion de tous les contestataires.

A l'image de la peste (quadrillage) plutôt que de la lèpre (exil ou clôture) Foucault prend l'exemple du projet architectural de Bentham (2), « le panopticon », pour expliquer les transformations du pouvoir dans le capitalisme moderne. Le principe est simple : « A la périphérie, un bâtiment en anneau ; au centre, une tour ; celle-ci est percée de larges fenêtres qui ouvrent sur la face intérieure de l'anneau ; le bâtiment périphérique est divisé en cellules, dont chacune traverse toute l'épaisseur du bâtiment. Il suffit alors de placer un surveillant dans la tour centrale, et dans chaque cellule d'enfermer un fou, un malade, un condamné, un ouvrier ou un écolier. » Le dispositif panoptique est une manière de « voir sans être vu » de faire fonctionner les relations de pouvoir dans une fonction carcérale, et cette fonction carcérale par des fonctions de pouvoir. Ainsi, les acteurs sociaux sont dessaisis de tout contrôle.

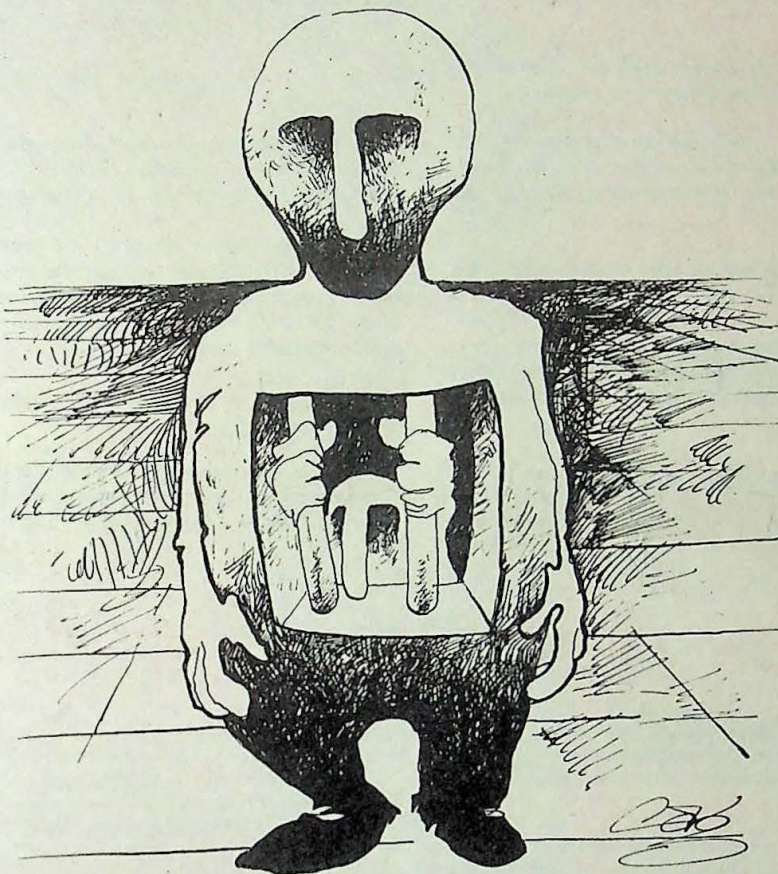
## d'où vient le pouvoir ?

Foucault place au centre de sa réflexion et des luttes sociales, la question du pouvoir. Le pouvoir, c'est encore le sacré. La tâche à poursuivre est de le rendre transparent. Foucault rappelle que la domination capitaliste n'est pas seulement la propriété. Pour lui, le pouvoir s'exerce plus qu'il ne

## Surveiller et punir, un livre de M. Foucault

# Voir sans être vu

Surveiller et punir, c'est le dénominateur commun des techniques de pouvoir qui règnent dans les sociétés bureaucratiques modernes, des deux côtés du rideau de fer. Surveiller et punir sont des règles antagoniques à la société autogestionnaire pour laquelle nous combattons. Pourtant, une telle société héritera nécessairement des contraintes et de la hiérarchie qui structurent actuellement les pays capitalistes comme les Etats dits « ouvriers ». Une telle interrogation, au cœur de nos préoccupations, parcourt le livre de Michel Foucault, Surveiller et punir (1).



se possède. Et c'est cet exercice qu'il faut analyser. Mais son fonctionnalisme amène Foucault à décrire les multiples machines sociales, sans qu'on sache où, quand, comment la machine sociale (comme toute machine) se détériore, puis se casse (3).

La nécessaire rupture d'avec le capitalisme est laissée de côté, remplacée par une politique des relais, raccords, convergences, prolongements des luttes sociales (vers quoi ?).

## de la contrainte à l'acceptation

En d'autres termes, Foucault nous présente une carte des mouvements sociaux, sans aucun relief (comment et pourquoi une lutte, un mouvement, prend

le pas sur d'autres ?). Mais l'analyse n'en reste pas moins essentielle, d'autant que le marxisme orthodoxe a été incapable de comprendre la problématique nouvelle des mouvements sociaux, réduisant la lutte des classes à l'affrontement entre l'appareil répressif d'Etat et les prolétaires.

Pour Foucault, l'Etat apparaît comme un effet d'ensemble d'une multiplicité de rouages et foyers qui constituent une « microphysique » du pouvoir. Chacune des institutions témoigne alors d'un supplément disciplinaire spécifique. C'est pourquoi un mouvement social luttant sur un champ spécifique ne peut plus être subordonné à un autre. Dans les luttes de contrôle et dans l'aspiration à l'autogestion, se rencontre ce type de questions. Les institutions ne sont plus de simples forteresses de l'Etat bour-

geois. elles exercent un contrôle intérieur pour rendre visibles ceux qui s'y trouvent.

Le pouvoir tend ainsi à devenir anonyme, et, dans le même temps, à se rendre immanent. Foucault précise la tendance du capitalisme moderne à être la première société qui ait transformé le principe d'adaptation, par la contrainte extérieure en acceptation intérieure. Le développement des forces productives a enlevé toute fonction sociale réelle à ces contraintes hiérarchiques. Ainsi ces contradictions sociales quasi inédites impliquent une modification de la perspective de transformation sociale.

Mais, à vouloir faire de la prison le modèle du pouvoir, et du pouvoir une perspective propre, spécifique, irréductible, Foucault ne peut comprendre les contradictions sociales d'ensemble. Car, si le capitalisme est un vol économique, mais aussi un vol de pouvoir, si les rapports de production sont des rapports sociaux, Foucault ne pose pas la question : où se produit fondamentalement le pouvoir social ? Ou plutôt, il répond : partout ! En réalité, c'est la force de travail qui incorpore dans la marchandise le pouvoir social. C'est pourquoi la matrice des rapports de production, comme du pouvoir, est dans l'usine.

## une nouvelle politique

Dans une récente interview au **Nouvel Observateur**, Foucault résumait ainsi son approche politique.

« Si c'est contre le pouvoir qu'on lutte, alors tous ceux sur qui s'exerce le pouvoir comme abus, tous ceux qui le reconnaissent comme intolérable, peuvent engager la lutte où ils se trouvent et à partir de leur activité propre. En engageant la lutte qui est la leur, dont ils connaissent parfaitement la cible, ils entrent dans le processus révolutionnaire. Comme alliés, bien sûr, du prolétariat puisque, si le pouvoir s'exerce comme il s'exerce, c'est bien pour maintenir l'exploitation capitaliste. Les femmes, les prisonniers, les soldats du contingent, les malades dans les hôpitaux, ont entamé en ce moment une lutte spécifique contre la forme particulière de pouvoir, de contrainte, de contrôle qui s'exerce sur eux. De telles luttes font partie actuellement du mouvement révolutionnaire, à condition qu'elles soient radicales, sans tentative pour aménager le même pouvoir, avec, tout au plus, un changement de titulaire. » Une conclusion qui rejoint les préoccupations des partisans de l'autogestion.

Charlie NAJMAN ■

(1) Aux éditions Gallimard. En vente à Syros.

(2) : J. Bentham, architecte anglais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

(3) : Pour Foucault, la bourgeoisie n'a pas installé sa domination par les seuls hauts-fourneaux et machines à vapeur mais aussi à la faveur de ce « système paroptique ».





# Pour les états généraux

Lors de son dernier Conseil national de novembre, le PSU a décidé de réunir des états généraux pour l'autogestion socialiste. Plusieurs circonstances sont venues retarder la préparation des états généraux, prévus initialement pour février. La lutte pour le soutien des syndicats de soldats et contre la répression a occupé pendant plusieurs mois l'activité du parti. Des problèmes matériels (salle) ou politiques (coïncidence avec d'autres manifestations) ont obligé à en reculer encore la date. Les états généraux sont maintenant définitivement fixés aux 3 et 4 juillet.

## A qui s'adressent les états généraux ?

A tous ceux qui s'interrogent sur les conditions qui permettront de construire une société socialiste pleinement libératrice.

A ceux qui participent à des luttes dont l'objet est le contrôle collectif des conditions de vie et d'existence dans la perspective du pouvoir populaire.

A ceux qui, convaincus de la nécessité d'une révolution socialiste, rejettent le compromis avec le capitalisme qui est le lot habituel des sociaux-démocrates, et les systèmes bureaucratiques d'Etat auxquels ont été conduits les régimes des pays de l'Est.

Tous ces militants des syndicats, des associations sociales et culturelles, des organisations à vocation autogestionnaire, le PSU les invite à se rencontrer, à confronter et à mettre en commun leurs expériences, leurs acquis, leurs projets. Si le PSU assume l'initiative de cette rencontre, il n'entend pas en faire une manifestation à son propre usage, mais une contribution à l'élaboration collective d'une alternative globale par tous ceux qui contribuent à faire mûrir sa nécessité dans l'action de tous les jours.

## Comment se dérouleront les états généraux

Ils comprendront trois parties distinctes :

I) quatre forums permettront un échange sur les thèmes :

- luttes pour le contrôle et union de la gauche,
- élections, contrôle et pouvoir,
- pouvoir populaire et liberté,
- rapports partis-syndicats et autogestion.

II) Seize carrefours sur : les luttes, le contrôle, l'autogestion.

III) Des assemblées générales (le samedi matin et le dimanche après-midi).

Les carrefours et les forums seront ouverts par deux ou trois rapporteurs d'appartenance ou d'expérience diverses. Des invitations ont été ou seront adressées à cet effet à diverses organisations, ainsi qu'à des groupes ou personnalités susceptibles de contribuer à ces débats.

## Comment les préparer localement ?

Sur le plan de l'entreprise, du quartier ou de la ville, des assemblées ouvertes, reprenant un ou plusieurs thèmes abordés à la rencontre nationale, peuvent constituer une forme efficace de préparation.

Sur le plan départemental, une rencontre plus large, organisée sur un week-end et reprenant une partie des thèmes nationaux, est souhaitable. Mais la plus grande souplesse d'organisation permettra de tenir compte des situations diverses : formules du type « six heures » avec débats en commissions, rencontres professionnelles, etc.

Chacune de ces rencontres devra rassembler et désigner les participants à la réunion nationale.

Les indications qui précèdent et celles que nous donnons sur les carrefours sont extraites d'une brochure beaucoup plus complète, éditée par le PSU aux éditions Syros, pour la préparation militante des états généraux.

# thèmes des seize carrefours

## (Brèves indications des problèmes en discussion)

1) **L'emploi** : refus des licenciements Redéfinir le droit au travail - La création d'emplois - Organisation des chômeurs - Méthodes d'action.

2) **Salaires, prix, consommation** : à quoi correspondent les salaires ? Contrôle des travailleurs sur les produits et contrôle des investissements.

3) **Habitat et contrôle populaire** : les luttes urbaines aujourd'hui - Faut-il un syndicat des travailleurs hors de la production ?

4) **Nucléaire** : quelle réponse fondamentale au programme électro-nucléaire ?

5) **Eglises et lutte de classes** : de quelle manière doit-on aborder la question des chrétiens dans une stratégie anticapitaliste ?

6) **Ecole et division sociale du travail** : quelles sont les fonctions de l'école dans la société capitaliste ? L'axe de contrôle populaire sur la formation.

7) **Femmes** : comment se développe aujourd'hui le mouvement autonome des femmes ? Par quelles luttes faire passer les positions féministes dans les organisations de lutte des travailleurs.

8) **Armée, militarisation** : quelles sont les formes de la crise dans l'armée ? Comment se développe le mouvement actuel des soldats : comités et syndicats. Contrôle de l'armée sur le peuple ou contrôle du peuple sur l'armée ?

9) **Justice et liberté** : le recul des libertés organisé par le pouvoir, les contradictions dans l'appareil judiciaire — Les réponses de la gauche traditionnelle — La question fondamentale du pouvoir.

10) **Santé et contrôle populaire** : quelle articulation entre le contrôle populaire sur la santé et celui des travailleurs de la santé sur leur propre travail ?

11) **Information, communication et autogestion** : quels types de structure mettre en place pour garantir et encourager l'accès direct des travailleurs aux moyens audio-visuels d'information, d'expression et de création ?

12) **Les paysans dans la lutte de classes** : définition du travailleur de l'agriculture - Quel statut ? Quelles rémuné-

ration de la force de travail ? Contrôle populaire sur l'outil de travail, la terre.

13) **Minorités nationales** : quelles solutions apporte le socialisme autogestionnaire au droit à l'autodétermination ?

14) **Les combats culturels** : existe-t-il une culture populaire ? Auto-activité culturelle des travailleurs et stratégie autogestionnaire.

15) **Morale, sexualité, mode de vie** : l'aliénation quotidienne dans la famille. La « révolution sexuelle », sa place, dans le combat révolutionnaire.

16) **Immigration et révolution** : lutte de classes en France et internationalisme. Quelle place le prolétariat français fait-il, et doit-il faire, aux revendications des immigrés. ■

# la tribune des états généraux

Pour contribuer aussi à préparer les états généraux pour l'autogestion socialiste, Tribune Socialiste ouvre une tribune. Elle sera l'œuvre de nos lecteurs. Nous leur demandons de nous faire part de leurs expériences et de leurs réflexions.

**Expériences de lutte** : terrains de lutte : entreprises, quartiers, institutions, etc.,

analyse du milieu social, objectifs et revendications.

Mouvements et organisations de masse participants : comment la démocratie de masse s'est-elle manifestée au cours de la lutte ; comment l'appareil d'Etat (police, justice, administration) est-il intervenu dans le conflit ; résultats de la lutte pour les travailleurs, perspectives.

**Réflexions** : celles qui vous sont suggérées par les thèmes et les questions posées aux différents carrefours (énumérés dans la brochure). Verriez-vous d'autres thèmes, d'autres questions ? Quels problèmes généraux et quels problèmes précis vous pose la conception du socialisme autogestionnaire ?

Comment voyez-vous, à partir de votre expérience et des questions que vous

avez à résoudre dans votre vie professionnelle, familiale, dans votre existence quotidienne, les solutions que pourrait apporter l'autogestion socialiste ?

Même si TS ne peut utiliser toutes les réponses, elles serviront à la préparation des carrefours et des forums, et pourront être intégrées dans le dossier des états généraux. ■